## Pologne: les raisons du coup de force

voir nos articles p. 7, 8, 9, et 10

# DIUTTE E

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 708 - 26 décembre 1981 - prix : 5 F

Agriculteurs : le mécontentement continue

(p. 16)



## sommaire

#### Dans le monde

Pages 7 à 10:

- POLOGNE

· Les raisons du coup de force.

Cela pouvait-il être évité?

· Les socialistes français au gouvernement : d'autant plus de bruit que cela ne les engage pas.

· L'économie polonaise, victime de la crise mondiale.

#### **En France**

Page 4:

- Jouets : la démangeaison du profit.

Ariane à la conquête des marchés.

- La politique de Mitterrand face à la crise.

- Textile : le coup de la sidérurgie.

De quoi manque-t-on le plus dans les hôpitaux ?

- Inondations : les fûts à la dérive.

Dans les entreprises: Alsthom Belfort; Air France; VIA assurances; usine Duroy-Jacquet.

- Agriculteurs : le mécontentement continue.

#### Culture

Page 12:

- Films : Gendarmes et voleurs ; Popeye ; La revanche; Salut l'ami, adieu trésor; Cargo.

Livres: La naissance de l'homme de R. Leakey; Les yeux de ma chèvre d'E. de Rosny; Le crime à l'américaine ; La conjuration des imbéciles ; Hallali de Jim Thomson; Le versant du soleil de Frison-Roche.

Des livres à offrir... ou à se faire offrir.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-a-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être

un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition: PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression: Voltaire Impressions 93.100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18 C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

# APRÈS L'ANNEXION DU GOLAN Les USA ne protestent



« Rien n'est changé dans nos rapports », a déclaré dimanche 20 décembre le secrétaire d'Etat américain Alexander Haig, parlant des relations entre les Etats-Unis et Israël, à la suite de l'annexion par ce dernier du plateau du Golan.

Certes, les USA se sont sentis obligés de voter à l'ONU la résolution désapprouvant l'acte d'Israël. Ils pouvaient difficilement faire moins. Et ils ont même décidé, en représailles contre Israël, d'interrompre momentanément la discussion sur la mise en place de l'accord stratégique mis en place en octobre entre les deux pays, ainsi que la promesse d'achat par les USA de 200 millions de dollars d'armes à Israël pour soutenir son industrie d'armement.

La « punition » est d'autant plus légère qu'il ne s'agit que d'une interruption momentanée (jusqu'à quand ?). Cet accord stratégique était, semble-t-il, d'après Le Monde du 22 décembre, « une cause de déception pour les Israéliens, puisqu'il ne comportait aucune mesure importante au bénéfice d'Israël ». Enfin, le gouvernement américain a bien précisé qu'en aucun cas ces mesures n'interrompraient les livraisons d'armes à Israël.

Il n'empêche que Begin a profité de ces mesures pour pousser des hauts cris, jugeant ce geste « ignoble et antisémite ». Le gouvernement américain s'est empressé de le rassurer. Pas question que l'on prenne ces mesures pour autre chose que ce qu'elles sont : un simple geste symbolique, pour ne pas avoir l'air d'être, lui-même, impliqué dans l'acte d'annexion décidé par Israël.

Après ces petites tensions, tout rentre donc dans l'ordre : ce n'était qu'une petite scène de ménage pour la galerie. L'incident est clos. Sauf pour la population druze du Golan, qui refuse de devenir israélienne par la grâce de l'armée d'occupation.

Jean HAINAUT

#### POLOGNE-GOLAN, BUDAPEST-SUEZ

#### Les crimes des uns permettent ceux des autres

Le gouvernement français a protesté contre la décision de Begin d'annexer le Golan. Et Mitterrand vient de faire savoir que cela l'obligeait à envisager d'ajourner sa visite en Israël.

Soit. Mais si le gouvernement français fait le bec fin, c'est peut-être seulement que, cette fois, il n'est pas dans le coup. Car le même Mitterrand, qui désapprouve aujourd'hui à juste titre Israël, était ministre en octobre 1956, dans le gouvernement du socialiste Guy Mollet, quand celui-ci décidait, avec Israël et la Grande-Bretagne, une expédition militaire contre l'Egypte.

Et si les deux faits sont à rapprocher, c'est que dans les deux cas la situation internationale était quelque peu semblable. En effet, Begin a profité, pour faire son coup, de l'intervention de l'armée contre la classe ouvrière en Pologne. C'est lui-même qui a utilisé cet argument devant le Parlement israélien, arguant que le moment était favorable, puisque l'opinion internationale était préoccupée par le problème polonais. Eh bien, en 1956, ce sont les difficultés de l'URSS en Pologne et surtout la répression sanglante de la révolution hongroise qui avaient permis aux trois complices, France, Grande-Bretagne et Israël, d'entreprendre leur agression contre l'Egypte. Le simple calendrier des événements le montre bien : depuis le début de l'été 1956, le gouvernement de l'URSS avait des difficultés avec un mouvement de révolte qui se levait dans les pays d'Europe de l'Est. En juin, en Pologne, la grève des ouvriers de Poznan était écrasée dans le sang. Mais l'agitation dura dans le pays jusqu'à l'automne. En octobre, c'étan le prolétariat hongrois qui prenait la relève

Du côté de l'Occident, la France et l'Angleterre enrageaient de la décision prise par Nasser de nationaliser le canal de Suez, où les capitalistes de ces deux pays avaient de forts intérêts. La France avait, pour sa

part, une raison de plus d'en vouloir à Nasser : l'appui qu'accordait son régime à la révolte du peuple algérien. Quant à Israël, il ne rêvait que de s'étendre.

Le 22 octobre 1956, les représentants des gouvernements français, anglais et israélien se réunissaient pour préparer leur intervention. Le 23 octobre, une manifestation de 300.000 personnes, à Budapest, marquait le début de l'insurrection ouvrière ; et le 24 les premières troupes soviétiques entraient dans le pays. Le lendemain 25 octobre, le commandement israélien fixait pour le 29 octobre la date du déclenchement des hostilités contre l'Egypte. Et, selon le scénario préparé par les trois gouvernements, les armées francoanglaises devaient entrer en mouvement deux jours plus tard, sous le faux prétexte de séparer les combattants.

Après un bref retrait des troupes soviétiques de Budapest, le 4 novembre l'ordre leur était définitivement donné d'écraser le mouvement hongrois. Le lendemain 5 novembre, les parachutistes français sautaient sur

Et si, en 1956, les troupes françaises et britanniques durent se

retirer rapidement sans avoir atteint le but qu'elles recherchaient (à savoir le renversement du régime de Nasser), ce n'est pas à cause de la désapprobation manifestée par l'autre camp, qui pouvait pendant ce temps écraser en paix Budapest. Ce n'était que parce que, au sein même du camp impérialiste, cette intervention à Suez n'arrangeait pas le jeu du gouvernement américain, qui somma ses alliés de renoncer à leur aven-

Cette fois déjà, les crimes de la bureaucratie des pays de l'Est servaient à détourner l'attention de l'opinion publique des crimes de puissances impérialistes, et vice-versa. Et si l'on voit aujourd'hui les gouvernements occidentaux verser des larmes sur le sort des travailleurs polonais, ce sont des larmes hypocrites; car cela les sert plutôt. Cela les sert directement, dans le cas de Begin, on vient de le voir; plus indirectement pour les autres. Mais ils pourront par là justifier les dictatures que l'on connaît ici en Occident, développer leurs campagnes contre le communisme, ou faire plus facilement accepter leur surarme-

J.H.

#### **Bulletin d'abonnement**

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE pour une période de un an : 150 F pour une période de six mois : 85 F LUTTE DE CLASSE (mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 50 F CEUX DU TECHNIQUE (mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte

Ouvrière) pour une période de un an : 10 F ci-joint la somme totale de : francs .....

Prénom:.... Adresse: .....

Code postal:....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodin-son, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865

Paris Cedex 18. (1) Rayer les mentions inutiles

# Pologne : la classe ouvrière, frappée par surprise, n'est pas encore vaincue

OILÀ dix jours que le gouvernement polonais a instauré l'état de siège, dix jours que l'armée quadrille le pays après l'arrestation en une nuit de dizaines de milliers de personnes.

Eh bien cela n'a pas suffi à faire gagner la partie au gouvernement dans la lutte à mort qu'il a engagée contre les travailleurs polonais.

Il y a des grèves dans tout le pays. Et la population polonaise, même paralysée sur place, résiste comme elle peut. La radio officielle polonaise elle-même reconnaît l'existence de nombreuses grèves. Les chantiers de Gdansk et Gdynia sont fermés jusqu'au 28 décembre. Trois ateliers des chantiers Lénine sont même fermés jusqu'au 4 janvier : ce qui signifie certainement que le régime n'arrive pas à y faire travailler les ouvriers.

Solidarité, dans un bulletin clandestin, parle de 30 mines occupées en Silésie, et indique que les chantiers « Commune de Paris » de Gdynia ainsi que de nombreuses entreprises de la région de Bialystok seraient en grève. Le même bulletin signale des comités de grève interentreprises à Poznan, regroupant 13 entreprises. D'autres informations font état de mouvements dans les grands ports de la Baltique, ainsi que dans la grande usine de tracteurs d'Ursus.

Visiblement, les travailleurs et la population ne sont pas résignés, loin de là.

Certes, le gouvernement garde toujours la situation en main, et jusqu'à présent les morts ont été du côté des grévistes. Mais il n'empêche qu'après son forfait le gouvernement polonais doit compter avec l'hostilité de l'immense majorité de la population. Il n'est pas dit qu'il n'ait pas affaire à une opposition de plus en plus organisée.

Cela dit, en ayant frappé par surprise, brutalement, le gouvernement polonais a pris des positions stratégiques, et a acculé à la défensive les travailleurs polonais. Et ces derniers doivent aujourd'hui reconquérir leurs positions de départ, celles d'avant l'été 1980. Et pourtant Solidarité comptait 10 millions de membres et sans doute autant de sympathisants. Le gouvernement, lui, se discréditait et se retrouvait de plus en plus isolé dans l'opinion. Et pourtant, c'est l'armée qu'il commandait qui aujourd'hui se retrouve en bonne situation contre la population. C'est le gouvernement qui a pris l'initiative de la guerre civile. Le résultat, c'est que si l'armée russe intervient maintenant, elle le fera en meilleure position que s'il n'y avait pas eu de coup de force, car elle n'aura plus en face d'elle tous les Polonais. De ce point de vue-là aussi, la situation actuelle constitue un recul pour la population polonaise.

Alors, comment, dans un pays où Solidarité représentait une force à nulle autre pareille, un tel coup de force a-til été possible ? Il semble que Solidarité n'ait pas préparé ses militants à ce qui s'est passé, et surtout ne pensait pas que le gouvernement polonais aurait osé utiliser cette arme.

Que les dirigeants de Solidarité n'aient pas songé à utiliser l'immense force dont ils disposaient au sein de la classe ouvrière pour déjouer ne serait-ce que l'éventualité d'un tel coup de force, cela, évidemment, n'apparaît pas logique. En tout cas ce qui vient de se passer en Pologne prouve que dès qu'elle commence à montrer sa force, même en revendiquant peu, même sans revendications politiques, la classe ouvrière prend un risque. Et qu'il est vital qu'elle s'y prépare, en noyautant l'armée, en la rendant inutilisable par le pouvoir en place, afin de ne pas prendre le risque mortel de perdre ses positions, toutes ses positions.

Et c'est le fait même que la population n'était pas, ne serait-ce que moralement, préparée à ce mauvais coup du pouvoir, qui a donné à Jaruzelski les moyens d'intervenir contre elle, en sachant que le quadrillage par l'armée et les rafles massives laisseraient la population atomisée, paralysée sur place, désorientée et sans consignes, même si elle n'hésite pas à résister localement, de façon passive ou non.

Ce qui vient de se passer en Pologne montre que malgré son immense force, Solidarité était aussi une force fragile, à vrai dire comme beaucoup de syndicats de par le monde. Car la vraie force de la classe ouvrière ce n'est pas seulement le nombre de travailleurs qu'elle est capable de rassembler dans ses organisations syndicales ou politiques, ni même dans les mouvements de grève ou les manifestations; c'est aussi, et même avant tout, sa capacité à se préparer à affronter de tels coups de force, en prenant à l'avance les mesures nécessaires, c'est-à-dire en organisant, clandestinement s'il le faut, au sein même des forces de répression, ses propres réseaux.

Cela dit, si, il y a dix jours, le gouvernement polonais a gagné une bataille qu'il n'aurait pas pu gagner si les travailleurs et la population polonaise s'y étaient préparés à l'avance, il n'a pas pour autant gagné sa guerre.

Car ce que Solidarité n'a pas fait, des centaines de milliers d'hommes et de femmes vont apprendre à le faire maintenant, car ils n'ont plus le choix. Non, les militaires à la tête de l'Etat polonais ne sont pas au bout de leurs peines. L'armée russe non plus d'ailleurs si elle était aujourd'hui tentée d'intervenir en Pologne. Car après tout, on a vu bien d'autres peuples se battre farouchement contre leurs oppresseurs. Solidarité n'a plus pignon sur rue, mais 35 millions de Polonais sont peut-être prêts à donner leur vie pour elle. C'est beaucoup, c'est énorme contre une armée d'occupation.

Et face à l'armée polonaise, même soutenue par l'armée russe, le peuple polonais après tout n'est pas en plus mauvaise posture que les 9 millions d'Algériens qui ont contraint l'armée française à retourner en France, ou le peuple vietnamien qui a fini par faire céder l'impérialisme américain.

Arlette LAGUILLER

## En cautionnant Jaruzelski, PCF et CGT laissent le champ libre au PS et à la droite

Alors que les informations qui nous parviennent de Pologne font état d'une répression brutale contre les militants de Solidarité et contre tous les travailleurs, le Parti Communiste Français s'est rangé dès le début du côté des fusilleurs contre les victimes. Et même si 10 jours après le coup de force, Marchais a finalement jugé utile d'adresser une lettre à Jaruzelski faisant état de son inquiétude, cela ne change pas grand-chose à l'attitude du PCF.

Le PCF prétend ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures polonaises. Mais ce n'est pas être neutre que de refuser, depuis deux semaines, de dénoncer les internements des militants syndicaux, la suppression des libertés et l'assassinat des travailleurs polonais.

Le PCF en est encore aujourd'hui à fermer pudiquement les yeux sur la réalité en prétendant, contre toute évidence, qu'une solution pacifique est encore possible et le bain de sang évitable, à condition qu'on laisse les Polonais se débrouiller seuls, et surtout à condition que les

travailleurs polonais soient responsables et prêts à la concertation et au dialogue.

Comme s'il n'était pas de toute façon déjà trop tard et que le bain de sang n'avait pas déjà commencé. Sous prétexte de « ne pas jeter d'huile sur le feu », le PCF n'a fait au fil des jours que justifier le coup de force et, pour cela, il n'hésite pas à présenter Jaruzelski en champion de la démocratie. L'Humanité du samedi 19 décembre titrait : « A Varsovie, le conseil militaire appelle à la coopération pour réaliser le renouveau socialiste ».

Par contre, le PCF ne trouve pas de mots assez durs contre ceux qui dénoncent cette situation: « Mais où veulent-ils aller, ceux qui poussent la Pologne vers l'aventure ou la guerre civile? ». Comme si ce n'était pas Jaruzelski qui avait déclenché la guerre civile contre les travailleurs désarmés!

Bien sûr, partout dans le monde la droite, les partisans de l'ordre et de la répression, ceux qui à la façon de Reagan soutiennent les dictatures sanglantes du Chili ou de Turquie, sont heureux de trouver à l'Est de quoi prétendre qu'ils ne sont pas, eux, les pires.

Bien sûr, les dirigeants sociauxdémocrates d'Allemagne ou de France, qui sans le dire mènent la même politique que la droite, trouvent là l'occasion de prétendre que leur socialisme n'apporte peut-être rien aux travailleurs, mais qu'il leur laisse au moins la liberté.

Mais à qui la faute? Aux travailleurs polonais, ou au gouvernement polonais qui utilise la violence contre eux?

Et si le PC et la CGT sont absents des protestations, cela ne laisse que mieux le champ libre au Parti Socialiste et à la droite.

Et Maire et Bergeron s'attaquent au premier chef à la CGT et au PCF. Ils sont bien hypocrites. Ils profitent de la situation en Pologne pour régler leurs comptes avec la CGT et le PCF, mais c'est surtout une façon de cautionner les dirigeants socialistes au gouvernement.

Et ceux qui à leur suite ne sont cri-

tiques qu'à l'égard du PCF et de la CGT, et oublient de dénoncer l'hypocrisie du gouvernement et du Parti Socialiste, se trompent d'adversaires. Car le Parti Socialiste est au pouvoir. C'est bien lui qui prend la responsabilité de gérer la société, ici, en France, et la responsabilité de faire admettre la crise à la classe ouvrière, pour, demain, la mettre en face de sacrifices que le gouvernement, tout socialiste qu'il est, imposera par la force, si nécessaire.

On peut se demander cependant ce qui a pu pousser le PCF à prendre une telle position qui, même si elle n'a pas entraîné trop de vagues dans les rangs de la classe ouvrière, a quand même provoqué quelques remous dans les rangs de la CGT et même dans les rangs du PCF.

Peut-être cette position est-elle dictée par la volonté du PCF de ne pas rompre avec Moscou? C'est bien possible. Tant que cela ne remet pas en cause sa participation au gouvernement, il peut se le permettre sans trop de risques. Et cela

ne remet rien en cause, de ce point de vue-là, puisque Mauroy a affirmé à ce propos: « Il n'y a aucun problème au niveau gouvernemental. La déclaration que j'ai faite exprime la volonté de l'ensemble du gouvernement ».

La position du PCF sur la Pologne ne remet vraiment rien en cause, et ne l'empêche pas de se plier à la politique du gouvernement. En effet, il a peut-être voulu se montrer encore plus reponsable que les responsables du gouvernement français. Et qui sait si, en cautionnant la répression anti-ouvrière en Pologne, le PCF n'a pas voulu montrer qu'il serait prêt demain, si le problème se posait ici, à couvrir et à soutenir une politique identique à celle de Jaruzelski, si Mitterrand jugeait nécessaire de la mèner.

De ce point de vue, la position du PCF sur la Pologne ne pencherait pas dans le sens de lui faire quitter le gouvernement. Et si le PCF a voulu dire quelque chose, c'est plutôt qu'il veut y rester, quoi qu'il arrive!

Cécile BERNIER

#### Des jouets pleins de puces : la démangeaison du profit

« Des jouets pleins de puces. La révolution électronique donne des démangeaisons aux fabricants français », c'est le titre d'une enquête du journal L'Expansion du 4 décembre sur l'industrie du jouet.

Dans le domaine du jouet en effet, on fait de plus en plus dans l'électronique. La « puce au silicium », paraît-il, révolutionne l'univers des jeux et jouets: jeux « intellectuels » en tous genres, jusqu'à la traditionnelle bataille navale qui est désormais montée sur microprocesseur.

Le marché de cette nouvelle industrie du jouet est florissant. Les firmes américaines et japonaises s'y taillent la part du lion. La firme américaine Milton-Bradley, par exemple, a réalisé en France, avec l'électronique, 420 millions de vente pour 1980. Et les industriels francais aimeraient bien reconquérir une part du gâteau. A commencer par Nathan, le classique du jouet éducatif français, qui n'est pas demeuré en reste avec la sortie de « Méga 10 000 », un jeu de connaissance bourré de questions-réponses. En 1980, il s'est vendu (au prix de 200 et 300 francs l'unité) à 50 000 exemplaires et, si les objectifs de 1981 sont réalisés, c'est d'un bon million de francs que l'opération sera bénéficiaire.

FAITES NOUS CONFIANCE
POUR GAGNER DE
L'ARGENT ON A
TOUTOURS LA PUCE
A L'OREILLE!..



Reste à savoir si la « puce » accroît autant la valeur ludique du jouet que son prix. Ce n'est pas dit. Loin de là. Mais les profits sont une chose, l'intérêt des enfants en est une tout autre.

Il y a fort à parier que les bureaux d'études des firmes en question se sont plus consacrés à la recherche de nouveaux gadgets électroniques... qu'à la psychologie de l'enfant! Dans un premier temps, on finira bien par convaincre bien des parents d'acheter des jouets électroniques chers et clinquants.

Mais la reconversion des industriels français du jouet électronique risque d'être difficile, si les parents s'aperçoivent que les enfants... ne jouent pas le jeu!

Annick MORIZET

#### Racket avant toute chose

Les 1 169 « pervenches » qui s'occupent du stationnement payant à Paris coûteront à la collectivité près de 5 200 millions de francs en 1982.

Les sapeurs-pompiers, eux, ne dépensent que 641 millions de francs pour l'année, soit environ huit fois moins. Leurs effectifs n'ont pas varié depuis 1973, alors que le nombre d'incendies dans la capitale a doublé. Si l'évolution continue, ils ne suffiront plus à la tâché.

On consacre donc plus de crédits au racket des Parisiens qu'à leurs sécurité. La Maffia connaissait déjà la



#### En veilleuse

La fin des codes en ville : voilà, après beaucoup de discussions, les conclusions du comité interministériel.

De quoi faire dire aux mauvaises langues que, depuis le 10 mai, on met bien des réformes en veilleuse, et pas seulement celle des codes en ville!

#### Les rouges et les blancs

L'année 1981 va être une bonne année pour les vins de Bordeaux. D'après Le Matin, certains négociants et producteurs décrivent ainsi les bordeaux blancs de cette année: ils ont « une robe d'un or très pâle et un fruité plein, sans agressivité ni verdeur »

Vous ne comprenez peut-être pas ce que ça veut dire ? Aucune importance : ça veut dire que les blancs seront très bons. Quant aux rouges, ils vont être très bons aussi : ils sont « charnus, équilibrés, gouleyants, aimables et ronds ». Voilà ce que pensent les producteurs et les négociants. Il faut dire qu'ils n'ont jamais déclaré qu'une cuvée était mauvaise.

Mais soyons prudents. A plusieurs reprises déjà, des vins appelés de Bordeaux ont été coupés avec des vins du Languedoc. Il est donc préférable d'attendre que les viticulteurs du Midi se soient prononcés... sur la qualité du gros rouge.

## Ariane à la conquête des marchés



Une touchante unanimité a salué en France le succès du lancement de la fusée **Ariane**, qui a, cette fois, réussi son 4e essai à Kourou en Guyane, dans la nuit de samedi à dimanche. Ce n'est plus : « Mais oui, elle tourne », mais : « Mais oui, elle vole ».

« A la seconde près! », s'est exclamée l'Humanité du 21 décembre, qui a prédit « une concrétisation commerciale de ses succès techniques ».

Alors, oublions les premiers pas vacillants d'Ariane. Maintenant solidement partie, elle aurait lancé l'Europe dans un secteur économiquement des plus prometteurs : l'espace. Et un vaste marché s'ouvrirait pour le lanceur européen : le coût des seules opérations de mise sur orbite de satellites au cours des dix prochaines années est estimé à 50 milliards de francs. Et, grâce au succès d'Ariane, les Etats-Unis devront partager cette manne avec l'Europe.

Et Ariane n'a pas seulement vaincu l'espace. Elle devrait battre commercialement la fusée américaine **Delta** et la navette spatiale américaine. C'est du moins les espoirs français.

Mais, dans cette concurrence entre les Etats-Unis et l'Europe, des milliards ont été envoyés en l'air, pour faire les mêmes recherches de part et d'autre de l'Atlantique et mettre au point des fusées aux performances identiques.

Gaspillage colossal d'énergie, direz-vous ? Pas du tout : il y a des retombées dans les poches des capitalistes des deux continents.

#### C'est pas du jeu!

« Attention aux jouets dangereux » titre France-Soir du 22 décembre. « La sécurité des jouets : encore trop d'infractions » regrette Les Echos du même jour.

D'après une enquête ordonnée par le ministère de la Consommation, 15 % des jouets en vente ne sont pas conformes aux normes de sécurité et de nombreuses publicités sont mensongères.

Quelques exemples relevés dans France-Soir: « Les jouets présentent des parties pointues ou tranchantes (en particulier des miroirs en verre, qui sont interdits) ou des éléments trop petits, que les enfants de moins de 36 mois auxquels ils sont destinés risquent d'avaler ».

Attention aux publicités mensongères : par exemple, si vous voyez deux voitures dessinées sur une boîte de circuit électrique, vous risquez de n'en trouver qu'une, une fois la boîte ouverte.

Enfin, dans le domaine des produits alimentaires les plus vendus en période de fêtes : des foies gras truffés sans truffe ont été trouvés, des huîtres du golfe d'Arcachon ou de Bretagne en provenance d'Italie, etc.

Ces anomalies seront-elles sanctionnées ? Oui, en théorie ; non, dans la pratique. C'est le ministre elle-même qui le dit. Mais, selon ses termes, « les professionnels sont fermement invités à les corriger ».

Ils doivent en trembler, les pauvres!

#### Le hasard et la nécessité

Un joueur de loto a été inculpé à Lyon de tentative d'escroquerie.

Il s'était présenté chez un marchand de journaux pour faire valider un bulletin de loto à 7 francs et avait profité de l'absence du propriétaire pour se valider lui-même, en blanc, un second bulletin de loto qu'il n'avait rempli, bien sûr, qu'une fois le résultat du tirage connu.

Un petit malin, qui avait compris que les jeux de hasard, ça ne marche à coup sûr qu'à la condition justement de ne pas laisser faire le hasard!

## Et le réveillon à la Santé?



Vous avez raté votre réveillon de Noël, faute de place pour inviter les amis ? Eh bien prenez vos précautions pour celui de la Saint-Sylvestre. Le Quotidien de Paris du 22 décembre a informé ses lecteurs qu'on peut louer pour un soir des monuments historiques.

On peut, paraît-il, disposer de l'Arc de Triomphe pour 2 200 F. On peut louer une des salles de l'abbaye du Mont-Saint-Michel pour 1 400 F. Mais cela, ce sont les monuments historiques pour gagne-petit.

Quand on a vraiment les moyens, on a paraît-il le choix entre la salle Saint-Louis de la Conciergerie, pour 20 000 F, et L'Orangerie de Versailles, pour 30 000 F. On aurait tort de s'en priver!

## La politique de Mitterrand face à la crise

Le gouvernement prétendait apporter une solution à la crise et faire reculer le chômage par la relance de la consommation intérieure. L'augmentation du pouvoir d'achat de la population allait permettre, paraît-il, de remettre en route la machine économique, d'abord dans le secteur des biens de consommation, ensuite dans les autres.

Mais, dans le même temps, le gouvernement s'adressait aux patrons, en disant qu'on allait rétablir la situation en développant les exportations.

Seulement, ces deux objectifs sont contradictoires. Pour exporter plus, il faut que les produits français soient compétitifs sur les marchés extérieurs, qu'ils soient vendus et donc produits moins cher que leurs concurrents étrangers. Et le meilleur moyen « d'abaisser les coûts de production », comme disent les patrons, est de « réduire les charges des entreprises », à commencer par les salaires, en clair : de réduire le pouvoir d'achat des salariés.

Et dans les faits, qu'est-

ce que le gouvernement a fait pour augmenter la consommation intérieure ? Il y a eu la petite augmentation du SMIC et des prestations sociales en juin dernier. Et puis, rien. Il dit maintenant que les salaires ne doivent pas suivre le rythme de la hausse des prix, c'est-à-dire que le pouvoir d'achat doit en fait diminuer.

Comme par ailleurs le chômage a continué à augmenter, diminuant d'autant les revenus des travailleurs (les chômeurs, même indemnisés, subissent une amputation d'au moins 30 % de leurs ressources), la consommation intérieure a baissé.

En fait, pour que la consommation intérieure augmente, il aurait fallu que le gouvernement crée directement des emplois nouveaux dans les services publics, les entreprises nationalisées, au lieu de donner de l'argent aux patrons pour qu'ils suppriment des emplois. Il aurait fallu que les salaires augmentent plus vite que la hausse des prix. Mais cela, les socialistes au gouvernement ne peuvent pas en convaincre les patrons. Alors, ils ne le font pas.

Mitterrand affirme que sa politique est radicalement différente de celle du président américain. C'est vrai. Reagan parle ouvertement de diminuer la consommation de la population. La différence avec Mitterrand, c'est que Reagan fait ce qu'il dit. Et que ce que Mitterrand dit, il ne le fait pas.

Pendant ce temps, la crise s'aggrave. Mitterrand n'y peut rien... si ce n'est, un jour peut-être, mettre en accord ses paroles et sa politique: en un mot, faire comme Reagan et dire ouvertement que son objectif est de réduire la consommation intérieure.

Mitterrand représente une bourgeoisie plus faible, un pays dont l'économie est plus fragile, comme d'autres pays européens. Et il sera peut-être amené, si la crise prend un tour brutal, à imposer à la classe ouvrière, comme en Pologne, des journées de travail de dix heures et des semaines de 60 heures.

Le tout sera de savoir si Mitterrand aura d'autres moyens que ceux de Jaruzelski pour l'imposer à la classe ouvrière française.

Et si les syndicats et le Parti Communiste, à coups de « retroussez vos manches », n'y suffisent pas, Mitterrand préparera tout simplement la place à un quelconque général Dupont ou Durand...



Question micros... ou paroles en l'air, c'est pas la crise.

#### Le PSU court toujours

Le congrès du PSU vient de se terminer sur une victoire d'Huguette Bouchardeau. Elle a été réélue secrétaire nationale, alors qu'en septembre dernier elle avait été mise en minorité par les militants qui lui reprochaient d'avoir voulu au printemps dernier entrer dans le gouvernement socialiste.

Son principal tort, aux yeux de son parti, est sans doute de s'être précipitée trop vite, et surtout de ne pas y être parvenue.

Car aujourd'hui, la majorité du PSU considère toujours la participation au gouvernement comme souhaitable. D'après elle, « le gouvernement Mauroy n'est pas, à l'heure actuelle, un simple gouvernement socialdémocrate de gestion de la crise. Le pouvoir a engagé des réformes de structures non négligeables ».

Cependant, si la participation du PSU au gouvernement est souhaitable d'après lui, c'est « à échéance indéterminée » car pour l'instant, estime ce parti, « les conditions ne sont pas réu-

Un petit détail reste en effet à régler : l'accord de Mitterrand. En attendant, le PSU n'a plus qu'à attendre. L'un des congressistes a ainsi résumé la situation: « Aujourd'hui, nous sommes toujours en train d'enfiler des perles ».

Et le PSU aura beau faire preuve de beaucoup de bonne volonté, il n'aura sans doute pas de ministres. Non pas qu'il soit très exigeant. Il n'avoue guigner que de tout petits strapontins, vraiment pas chers, comme un ministère des «économies d'énergie » par exemple, ou, comme l'a formulé un dirigeant, un ministère « pour les développements régionaux autocentrés » (sic)!

Les ambitions du PSU sont modestes. Au rayon du décrochez-moi-ça de la gauche, il a des ministrables à offrir. Malheureusement pour le PSU, les allées du pouvoir sont déjà très encombrées de gens de gauche et d'ailleurs. Pour l'instant, on voit mal le gouvernement socialiste aller se réassortir au marché aux puces de la politique. Et s'il lui prenait l'envie de faire kitch, ce serait, tant qu'à faire, carrément à droite qu'il irait

Frédéric FERRIERES

#### **INDUSTRIES TEXTILES:**

#### Le coup de la sidérurgie

Des difficultés du groupe Prouvost à la faillite de Boussac, en passant par les sombres affaires des frères Willot, il ne passe pas d'année sans que les industries du textile et de l'habillement ne licencient des milliers de travailleurs. Le phénomène ne remonte à vrai dire pas seulement à la crise de l'ensemble de l'économie. En effet, en une vingtaine d'années, depuis 1959, ce secteur industriel a supprimé près de 400.000 emplois, selon les chiffres d'une récente étude de 11.N.S.E.E.

Et, à en croire les prévisions

du plan élaboré par le Conseil économique et social, l'hémorragie n'est pas près de s'arrêter. Le sauvetage - si l'on peut dire! - de ce secteur nécessiterait la suppression d'ici à 1990, de 197.000 emplois, sur les 537.000 qu'il compte encore aujourd'hui, et des investissements de 41 milliards. Des chiffres énormes qui, dans les faits, se traduiront par des dizaines et des dizaines de milliers de chômeurs supplémentaires, principalement dans le Nord et dans l'Est, régions déjà très frappées par le chômage, et par des dizaines de milliards

de subventions nouvelles aux patrons, afin qu'ils rentabilisent leurs installations.

Les gouvernements de Giscard avaient déjà appliqué cette recette — licenciements massifs d'un côté, subventions tout aussi massives de l'autre - à la sidérurgie. Le gouvernement de Mitterrand se prépare à en faire autant dans le secteur du textile et de l'habillement. Les gouvernements et les présidents changent, la politique de subventions aux patrons et de licenciements des travailleurs reste.

#### Un cœur gros comme ça!

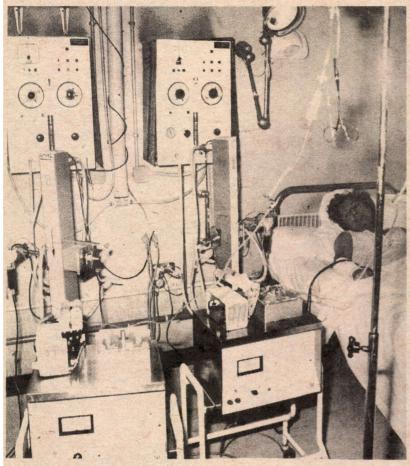
Un hôtelier de Metz, qui louait des chambres à des immigrés clandestins et à des chômeurs contre des objets de valeur et qui leur prêtait de l'argent en échange de biens remis en gage, a été placé en garde à vue samedi par la gendarmerie. 29 clients logeaient

dans 7 chambres. Mais ce marchand de sommeil ne s'est pas laissé démonter. Il a affirmé que son établissement fonctionnait normalement et qu'il avait agi uniquement en raison de son bon cœur.

Un bon cœur qui rapportait



## De quoi manque-t-on le plus dans les hôpitaux ?



Des appareils sophistiqués, oui. Mais il faut aussi du personnel soignant.

Nous le savons tous : on peut bénéficier de la chirurgie de pointe dans un hôpital, des examens radiologiques les plus complets... et être victime d'une infection ou d'autre chose, parce que l'intendance et les soins médicaux ne suivent pas, ou mal. Car partout il manque des infirmières, des aides-soignants, du personnel en général. La principale maladie des hôpitaux de ce pays, c'est le manque de personnel soignant et les économies de bouts de chandelles. Mais le ministre de la Santé a une autre préoccupation : il faut « reconquérir le marché intérieur des équipements de santé ». C'est ce qu'ont déclaré les ministres Chevènement et Ralite à la « journée nationale du génie biologique et médical ». Cela signifie que le gouvernement va privilégier des entreprises françaises en leur réservant les commandes de matériel pour les hôpitaux.

J. Ralite a estimé que cela permettrait de créer 5.000 emplois en 5 ans dans ces industries. C'est une estimation, et au conditionnel.

Le ministre de la Santé affirme qu'il veut « mettre au service des médecins et des patients des techniques qui soient au niveau que permettront d'atteindre aujourd'hui les progrès de la science et de la technique ». Fort bien.

Mais est-ce vraiment le seul intérêt des malades qui préoccupe le ministre ? C'est très bien d'équiper les hôpitaux publics en matériel coûteux (et d'autant plus coûteux qu'ils seront achetés aux seuls industriels français). Mais à quoi cela sert-il, si des services médicaux entiers sont fermés, faute de personnel pour les faire fonctionner ?

Cela créerait 5.000 emplois ? Mais c'est 10.000 ou 20.000 emplois qu'il faudrait créer immédiatement, en postes d'infirmières, d'aide-soignants, pour que les malades soient soignés en toute sécurité.

En attendant, ce qui est sûr, c'est qu'un certain nombre d'entreprises dites françaises, comme la CGR (Compagnie Générale de Radiologie), vont recevoir des commandes de plusieurs centaines de millions de francs. A elles, les commandes fermes. Et aux patients, la patience, comme d'habitude!

#### Inondations : les fûts à la dérive

A cause des inondations catastrophiques qui ont eu lieu dans le Sud-Ouest, plusieurs centaines de fûts contenant des produits toxiques dérivent on ne sait où.

Ces fûts proviennent d'une usine chimique, à Barsac près de Bordeaux, qui a été complètement inondée par la crue du Ciron, un affluent de la Garonne. L'usine stockait plusieurs milliers de fûts qui contenaient : dissolvants pétroliers, acides, et d'autres produits très toxiques. Deux pompiers qui ont tenté de récupérer les premiers tonneaux sont à l'hôpital, gravement intoxiqués par des émanations de térébenthine.

L'usine étant restée longtemps sous les eaux, les directeurs ont été incapables de faire savoir combien de fûts se promè-



nent ainsi. Ce qui est sûr c'est que, malgré leur toxicité, des produits ont été stockés dans des fûts qui ne résistent pas aux chocs, puisque plusieurs ont déjà été retrouvés éventrés.

Le Ciron, la rivière voisine et la Garonne, risquent d'être grave-

ment polluées. Les inondations sont peut-être rares, surtout de cette ampleur. Mais l'imprévoyance des industriels, elle, est plutôt courante. Et elle décuple les conséquences désastreuses des catastrophes dites naturel-

#### L'OTAN prie pour le silence de Dozier

En Italie, l'enlèvement du général James Dozier par les Brigades Rouges, jeudi dernier, inquiète les responsables de l'OTAN. En effet ce général est un important responsable et semble connaître de nombreux secrets militaires. Alors bien sûr, aujourd'hui les enquêteurs s'efforcent de diminuer le rôle que jouait James Dozier dans

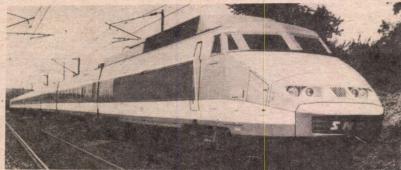
l'OTAN. Ainsi, on affirme dans les milieux de l'OTAN que ce général ne savait rien, qu'il n'occupait que le quatrième rang dans la hiérarchie militaire américaine stationnée à Vérone en Italie. Parallèlement, la presse et la radio semblent avoir reçu la consigne de mettre la sourdine sur l'affaire. En fait ce général, responsable des services logisti-

ques et administratifs des forces terrestres de l'Europe méridionale, sait sans doute où se trouvent, en Italie, les bases disposant de missiles à tête nucléaire et sur quels objectifs ces fusées sont braquées.

Alors s'il parlait, ce serait la débâcle pour l'OTAN, un véritable « OTAN en emporte le vent ».

A notre humble avis, le meilleur moyen d'empêcher que le général ne révèle ces importants secrets, ce serait que l'OTAN les révèle avant. Autant que la population soit au courant de ce que manigancent les généraux, soidisant pour assurer sa défense. Mais ce n'est visiblement pas l'avis des responsables de l'OTAN, qui seraient peut-être bien soulagés de savoir leur général expédié dans le monde du silence.

## Les abonnés du TGV ne sont pas contents



Une association de défense des usagers du TGV et du train, l'ADUTT, vient d'être créée il y a quelques jours par un groupe d'usagers, en majorité des étudiants, mécontents du système d'abonnement du TGV.

Les fondateurs de l'ADUTT, abonnés sur la ligne Paris-Lyon, protestent contre le fait que le prix de l'abonnement sur cette ligne ait été majoré de 100 % pour le TGV. Par ailleurs l'ADUTT proteste contre les horaires des trains normaux qui ont été changés, d'où il résulte qu'en fait la durée du transport est plus longue qu'avant.

L'ADUTT s'est adressée au ministre des Transports. En cas d'absence de réponse positive, l'association passera aux actes. Par exemple, ses adhérents envisagent d'effectuer des réservations fictives qui pourraient aboutir à faire partir des TGV à vide. Il y a malheureusement des chances qu'il faille en venir là et frapper la SNCF au portefeuille pour la faire changer d'avis.

## Le gouvernement au volant

Boire ou conduire, il faudra choisir. Ce n'est pas nouveau, mais le Premier ministre a tenu à le répéter.

Après avoir rappelé que les accidents de la route étaient une catastrophe permanente et que la France compte 40 % de victimes de plus que les autres pays européens, Pierre Mauroy s'est fixé comme objectif de réduire d'un tiers le nombre des victimes sur les routes au cours des 5 ans à venir. Louable objectif.

Et pour cela, bien sûr, de rappeler les précautions d'usage : outre le respect de la limitation de vitesse, le port de la ceinture de sécurité, il a insisté sur la sobriété au volant.

Ainsi, le permis de conduire sera définitivement retiré aux automobilistes pris pour la seconde fois en état d'alcoolémie. Pourquoi pas !

Mais si jamais cela marchait, et qu'à l'avenir les Français boivent beaucoup moins, Pierre Mauroy a-t-il réalisé le manque à gagner de l'Etat, qui est le principal bénéficiaire des taxes sur l'alcool ? Mais après tout, il n'est pas forcément mauvais que l'Etat, pour une fois, montre l'exemple : va pour l'alcootest... sans l'alcootaxe!

#### Sus à l'armement chacun chez soi-



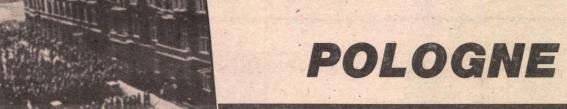
A Bonn, le secrétaire d'Etat ouest-allemand à la Défense, M. Klauss Leister, interrogé par les journalistes sur l'avenir du char franco-allemand, a déclaré que l'accord élaboré par Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt et signé par les ministres de la Défense des deux pays en février 1980 « avait peu de chances d'être suivi d'effets ».

Ce char lourd aurait été monté avec un châssis, un moteur et une boîte de vitesses allemands, mais équipé d'une tourelle et d'un canon français.

Les industriels de chaque pays devaient mettre en commun ce qu'ils avaient de meilleur pour la fabrication de l'engin de mort; et le réseau d'exportation français devait en assurer la vente. Déjà 2.500 chars étaient retenus par l'Allemagne, 1.500 par la France et 450 par la Hollande. Des bénéfices en perspective.

Mais le char a du plomb dans l'aile. Mitterrand préfère, paraîtil, acheter des armes nucléaires et les Allemands équipent leur armée avec le char Léopard II, construit chez eux.

Ce qui yeut dire que ce n'est pas pour cela que les dépenses guerrières des deux pays vont diminuer... ce dont on n'aurait pu que se réjouir. Elles vont simplement être dépensées autrement. A vrai dire, on s'en doutait!



## Les raisons du coup de force

En France, la droite et pas seulement la droite, ont vu une seule et unique raison au coup de force en Pologne : la volonté de Moscou. « Que le général Jaruzelski ait été de longue date l'homme du Kremlin ou qu'il ait dû s'incliner au dernier moment devant l'ultimatum venu de Moscou, qu'il ne soit qu'un auxiliaire télécommandé ou un sous-traitant dans la mise au pas de la Pologne, c'est l'URSS qui est en cause et qui doit être mise en cause de toute évidence », c'est ce qu'écrivait l'éditorialiste du Figaro du 21 décembre. On pouvait lire en substance le même raisonnement les autres jours.

#### La présence de l'URSS n'explique pas tout

Il est certain que l'URSS, tout comme d'ailleurs les Etats-Unis, ne peut accepter de gaîté de cœur qu'un régime placé dans son orbite depuis Yalta ne soit pas un régime à sa botte. Mais là aussi, depuis 35 ans que les Etats du glacis se sont constitués, l'URSS a dû être un peu moins exigeante et a dû composer, même si cela ne l'a pas empêchée d'intervenir militairement en 1956 en Hongrie et en 1968 en Tchécoslovaquie. En fait, depuis quelques années et particulièrement depuis dix-huit mois, l'URSS avait dû tolérer en Pologne un semblant de démocratisation et se résigner à donner un peu de mou à sa tutelle sur l'Etat polonais (sans être allée aussi loin que la Pologne depuis 1980, d'autres pays du Glacis ont, depuis 1968, reconquis une certaine marge de liberté).

#### La situation de bien des pays du camp occidental n'est pas très différente à l'égard des Etats-Unis

Les Etats-Unis aussi, de leur côté, acceptent un certain jeu démocratique dans leur camp, du moment que les dirigeants politiques qui jouent ce jeu lui conviennent sur l'essentiel et ne remettent pas en cause la stabilité du bloc de l'Ouest. Quand ce n'est pas le cas, le gouvernement américain sait lui aussi utiliser l'intervention militaire directe ou en sous-main. On l'a vu d'innombrables fois du Vietnam au Salvador, en passant par le chili ou le Guatémala.

Et le fait que la Pologne soit dans l'orbite russe ne la met pas à cet égard dans une situation très différente de celle des pays qui se trouvent dans l'orbite occidentale.

En France, on verra bien si on ne nous menace pas d'une intervention militaire américaine si dix millions de travailleurs s'organisent eux-mêmes en défiant leur propre gouvernement comme l'ont fait les travailleurs polonais depuis un an et demi. Il n'y a qu'à se rappeler, à une toute petite échelle, les remarques, l'inquiétude de la presse française et de bien des politiciens de droite comme de gauche, face à la réaction éventuelle de la grande puissance

américaine quand Mitterrand a décidé de prendre quatre malheureux ministres communistes au gouvernement... alors même que le gouvernement américain lui-même n'a pas même jugé utile de s'en formaliser!

#### La politique du du gouvernement polonais

En réalité, si en Pologne le gouvernement a finalement, après bien des hésitations, choisi le coup de force contre la classe ouvrière, ce n'est pas précisément à cause de l'URSS. Certes Jaruzelski a dans ce cas suivi une voie préconisée par les dirigeants soviétiques.

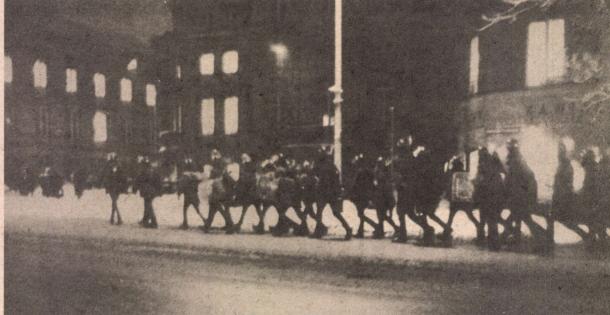
Mais depuis un an et demi le gouvernement polonais s'était engagé vers un autre choix politique : tolérer Solidarité et une certaine démocratisation politique. Au sein même de l'appareil d'Etat, il y a avait apparemment des fractions qui étaient prêtes à accepter la participation de l'Eglise et de Solidarité aux responsabilités gouvernementales. Jaruzelski lui-même, était de ceux connus pour être favorables à un tel compromis. Sur le strict plan politique, la continuation dans cette voie (sans aller jusqu'à des élections libres qui auraient amené à coup sûr des hommes partisans de l'éloignement de l'URSS) aurait pu être tolérée, à leur corps défendant, par les dirigeants de l'URSS.

Envahir la Pologne leur aurait été, bien sûr, toujours possible mais pas tellement facile. Faire la guerre, ouvertement, à tout le peuple polonais, y compris à son armée, les aurait mis en situation difficile vis-à-vis de l'opinion mondiale. Et ils n'y sont pas absolument insensibles, on l'a vu avec la grève de la faim de Sakharov.

Et par ailleurs, une telle intervention militaire, dans ces conditions, n'aurait pas été une simple promenade militaire. L'armée russe ne vient pas à bout des rebelles afghans et elle ne serait pas venue plus facilement à bout de tout le peuple polonais.

#### Qu'est-ce qui a déterminé le choix de Jaruzelski?

Et ce qui a dû entraîner le choix de Jaruzelski n'est pas tant le problème politique que le problème économique. Pour imposer face aux Russes une démocratisation politique, il aurait fallu que le gouvernement ait le soutien de Solidarité. Mais



La milice polonaise en action contre des manifestants le 20 décembre à Varsovie.

(AFP)

pour qu'au travers de Solidarité il ait le soutien des travailleurs et de la population, il aurait fallu pouvoir satisfaire un certain nombre de revendications économiques minimum. Et ce sont ces revendications que la Pologne en cette fin d'année 1981 ne pouvait vraiment pas tolérer. Et ce que les dirigeants polonais n'ont pas pu accepter, c'est la démocratie syndicale, c'est la démocratie économique.

Car en réalité, l'Etat polonais a craqué devant les revendications économiques, pourtant élémentaires, des travailleurs. Pour tolérer les droits démocratiques élémentaires de la population, à commencer par la démocratie syndicale, il faut un minimum d'excédents. Et l'Etat polonais vient d'avouer qu'il est incapable d'assurer ce minimum démocratique et qu'il a besoin d'imposer la force la plus brutale aux travailleurs. C'est à cause de la pénurie alimentaire, des hausses énormes de prix, que les grèves ont démarré il y a un an et

C'est la crise économique mondiale dont l'économie polonaise, fragile, faible et paralysée par la bureaucratie, a été une des premières victimes, qui a engendré une situation économique catastrophique et qui a amené les travailleurs à réagir. Et les dirigeants polonais n'ont pas trouvé d'autre issue que de militariser le travail et le pays, pour être à même, entre autres, de payer les dettes à l'Occident.

## La solution du gouvernement polonais : mettre la population au travail forcé

L'Etat polonais prouve aujourd'hui qu'il n'a rien d'autre à offrir aux travailleurs que les tanks et la mitraille en guise de nourriture. La seule solution qu'il a trouvée pour faire survivre



l'économie polonaise, c'est de faire travailler les ouvriers 10 à 12 heures par jour, samedis et dimanches compris, tout en réduisant leurs rations alimentaires. La seule solution qu'il a trouvée c'est de mettre la population au travail forcé, c'est de transformer les usines en camps de concentration et abaisser le niveau de vie des travailleurs au niveau des rations des goulags.

La Pologne n'est pas tant condamnée à la dictature à cause du voisinage russe et de ses pressions. Elle l'est avant tout parce que c'est un pays pauvre, et parce que les classes privilégiées n'ont pas les moyens de s'acheter la paix sociale en payant.

Car dans la société d'exploitation qui est la nôtre de part et d'autre de la ligne de démarcation qui sépare les deux blocs, la démocratie parlementaire et les quelques libertés qui vont avec sont un luxe de pays riches. Le droit des travailleurs de s'organiser en syndicats, le droit de revendiquer n'est reconnu de façon plus ou moins permanente que dans quelques pays suffisamment riches pour consentir à lâcher de temps en temps quelque chose à ceux qui revendiquent et pour entretenir les appareils syndicaux.

Mais avec la crise économique qui touche aujourd'hui tous les pays, y compris les pays riches, la leçon de la Pologne doit être un avertissement. Cela nous concerne directement. Car en période de crise, à l'est comme à l'ouest, quand on revendique même le minimum, on prend le risque de se heurter à la répression et à la dictature. Même à vouloir « le moins », même en « auto-limitant » ses revendications, on risque le pire Et c'est bien pour cela que, tant qu'à faire, il faut vouloir le plus, y compris tout le pouvoir, dès le moment où on ne se résigne plus à la dégradation de ses conditions de vie. Le problème sera peut-être demain à nos frontières, en Espagne, et peut-être après-demain en France. Il faudra être prêt à y répondre.

Marielle LEMONNIER

## POLOGNE



## Cela pouvait-il être

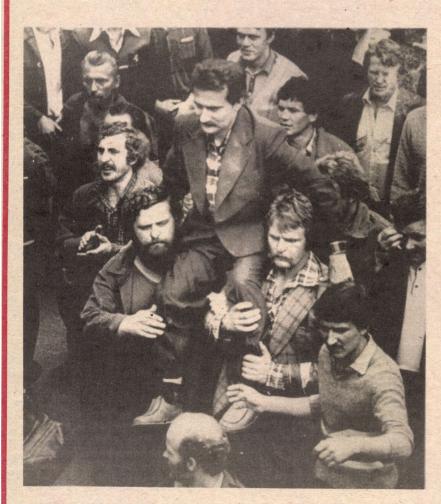
BUDDIAR Parking St Gdanskie
HDRES ut Dokt 1
SCHOOLSTIKE PROJEKTULENIA

MYY
KIE

27 × TAK
PRI 29 × 1577
BALINY
PRILICH DEVINITELSKIE

TEL 937

Grévistes des chantiers navals de Gdansk en août 1980 pendant les négociations entre Solidarité et le gouvernement. (AFP)



Lech Walesa porté en triomphe par les ouvriers de Gdansk.

(AFP)

Alors qu'elle comptait des centaines de milliers de militants, qu'elle avait l'appui de ses dix millions de membres - sur trente-cinq millions d'habitants que compte la Pologne, cela représente l'écrasante majorité de la population adulte - et la sympathie de couches plus larges encore, y compris nécessairement au sein de l'armée et même de la milice, Solidarité a été décapitée et paralysée en une seule nuit par l'intervention de l'armée polonaise. Du même coup, l'espoir que tout un peuple avait placé en elle a été réduit à néant, au moins provisoirement.

« Personne n'avait imaginé que le pouvoir allait prendre des mesures aussi brutales, et Solidarité n'y était pas préparée techniquement », déclarait au Monde Seweryn Blumsztajn, membre de l'ex-KOR, responsable de l'agence de presse de Solidarité et dont la présence en France a permis qu'il échappe aux arrestations.

S'il est difficile de croire que personne, en Pologne, n'avait seulement imaginé la possibilité d'un coup de force de l'armée et de la police, le fait est que Solidarité ne s'y était pas préparée. Et le problème n'est pas « technique », mais bien politique.

#### Les explications d'un membre de Solidarité en France

«Le principe fondamental du mouvement à son début, poursuit Blumsztajn, c'était « l'autolimitation ». Nous imaginions que le syndicat en « s'autolimitant » — c'est-à-dire en n'empiétant ni sur les intérêts de l'URSS ni sur ceux du pouvoir politique du parti polonais, le POUP — pourrait néanmoins conquérir certains domaines de la vie publique. Nous pensions en même temps que le contrôle exercé par la société rendrait le pouvoir des communistes plus efficace ».

Dès le lendemain des grandes grèves de l'été 1980, un autre dirigeant de l'ex-KOR, conseiller influent de Solidarité, Michnik, allait dans le même sens : « Je crois que nous devons apprendre à coexister avec le pouvoir. (...) Si je dois chercher un compromis pour la voie polonaise, si je devais trouver un exemple, ce serait celui de la voie espagnole : la société, dans un effort commun des éléments ouverts au sein du pouvoir et au sein de l'opposition, a su sortir le pays d'une dictature odieuse et répressive vers les formes démocratiques ».

Même après le coup d'Etat de l'armée polonaise, ces illusions dans la possibilité de parvenir à un compromis avec l'appareil d'Etat polonais n'avaient pas entièrement disparu. «Le seul moyen d'éviter une catastrophe. c'est la libération immédiate des dirigeants de Solidarité. Il n'est même plus certain que ceux-ci, une fois relâchés, puissent convaincre la société polonaise d'accepter le pouvoir communiste sous quelque torme que ce soit », affirme Blumsztajn au Monde. Bien sûr, il-serait hasardeux de déduire des déclarations d'un des seuls dirigeants de Solidarité dont nous puissions connaître l'opinion que c'est le point de vue actuel de Solidarité en Pologne. Encore qu'il semble que ce soit l'opinion d'un autre courant influent de Solidarité, celui représenté par l'Eglise polonaise. Mais cette opinion est bien dans la ligne de toute la politique menée par les dirigeants de Solidarité depuis un an et demi.

Le fait est que, depuis l'été 1980, Solidarité avait réussi à imposer ce compromis, à s'appuyer sur les tendances nationalistes d'une partie au moins de l'appareil dirigeant polonais lui-même. Car, en retour, certains dirigeants de l'Etat polonais s'appuyaient sur le mouvement populaire polonais pour réduire l'influence soviétique. Et ce compromis sur une base nationaliste entre l'Etat polonais et la classe ouvrière, par l'intermédiaire des dirigeants de Solidarité, paraissait ces dernières semaines devoir prendre la forme d'un front national institutionnalisé.

#### Après la série d'épreuves de force avec le pouvoir dont Solidarité était jusque-là sorti victorieux...

Pour en arriver là, Solidarité a été placée devant bien des épreuves de force avec le pouvoir, épreuves de force dont, à chaque fois depuis un an et demi, elle était sortie victorieuse. Dans d'autres circonstances, parvenir à un compromis plus durable n'aurait peut-être pas été complètement illusoire, encore que la pauvreté de la Pologne, même durant la période de croissance des années 1970, était un obstacle de taille. Mais aujourd'hui, avec la crise, l'Etat polonais en faillite est incapable d'accepter l'existence d'une organisation de la population dans le même temps qu'il entend lui imposer des conditions de vie et de travail qu'elle ne saurait accepter que sous la contrainte.

De ce point de vue, l'exemple même de l'Espagne, mis en avant par certains conseillers de Solidarité, est bien significatif, à un moment où, en Espagne justement, une partie au moins de l'armée pose ouvertement la question d'un coup d'Etat militaire destiné à mettre un terme à l'expérience démocratique! La crise ferme nour heaucoun de pays la voie d'un réformisme capable d'obtenir des aménagements par la voie démocratique. C'est là un luxe que ne peuvent se permettre que quelques dizaines de pays riches — et encore, pour combien de temps?

#### ... c'est l'intervention militaire de l'URSS qui avait été envisagée

Solidarité avait tablé sur la possibilité d'obtenir un compromis avec l'appareil d'Etat polonais. Le seul obstacle qu'elle avait manifestement envisagé était l'intervention militaire de l'URSS. Elle pensait que l'immense crédit dont elle jouissait dans le pays, que la mobilisation autour d'elle de couches

toujours plus larges de la population la mettaient à l'abri d'un coup de force de l'Etat polonais. Et elle escomptait probablement qu'une éventuelle intervention de l'armée soviétique aurait déclenché un réflexe nationaliste, y compris parmi les couches dirigeantes de l'Etat polonais, et que l'armée soviétique aurait vu se dresser contre elle non seulement la population, mais aussi l'armée et peut-être la police.

Tout le monde a été surpris de la terrible efficacité des opérations policières du dimanche 13 décembre et de l'efficacité du quadrillage de l'armée, coupant toute possibilité de communication dans le pays. Le plan était évidemment prêt depuis longtemps. Tous les états-majors du monde ont de tels plans dans leurs tiroirs. Et cela ne veutmême pas dire que tous les pourparlers menés par le gouvernement Jaruzelski au cours des derniers mois n'étaient que camouflages hypocrites. Cela veut simplement dire que le choix d'utiliser le dernier recours de tous les Etats, l'armée, a été fait maintenant en Pologne.

#### Le gouvernement polonais avait gardé intacte la possibilité d'utiliser la police et l'armée

Peu importent les éléments qui, au sein même de l'appareil dirigeant polonais, de l'étatmajor de l'armée peut-être, renforçaient la conviction de Solidarité dans la possibilité d'un compromis démocratique.

Ce qui compte, c'est que les dirigeants polonais avaient gardé intacte la possibilité d'utiliser police et armée.

Depuis l'été 1980, avec prudence et habileté, Solidarité et la classe ouvrière polonaise n'avaient connu que des victoires. Mais la défaite de la semaine dernière remet tout en cause, sinon définitivement, au moins pour une période dont la durée est difficile à prévoir et au prix de sacrifices certainement pas inférieurs à ce qu'aurait coûté la préparation — miouverte mi-clandestine — d'une contre-offensive contre une telle situation.

Bien sûr, Solidarité n'était pas un parti, encore moins un parti révolutionnaire se posant le problème de la prise du pouvoir. Mais son action même posait ce problème en Pologne, et Solidarité et la classe ouvrière polonaise payent pour n'y avoir pas donné de réponse.

Rarement mouvement avait tant de possibilités de paralyser les dernières défenses de l'Etat polonais, l'armée. L'armée polonaise qui aujourd'hui quadrille les villes est composée pour moitié du contingent, donc de jeunes qui, pour la plupart, ont été appelés depuis l'été 1980. C'est dire que nombre d'entre eux ont participé aux grandes grèves de cette période, que l'immense majorité a, à tout le moins, sympathisé avec le mouvement qui a soulevé l'ensemble du pays. Et, pour ne parler que d'eux, il aurait été possible que

## évité?

ces jeunes arrivent à l'armée organisés, liés au reste du pays. Il aurait été possible qu'ils créent, au sein même de l'armée. des réseaux clandestins prêts à mettre en échec toute tentative de putsch, prêts à paralyser les transports de troupes, à bloquer les dépôts de munitions, à ouvrir les casernes à la population pour que toute l'armée bascule dans le camp de la population. D'ailleurs, étant donné la situation extraordinaire de la Pologne, même les militaires de l'armée de métier auraient pu en grande partie s'associer à cette préparation.

#### A elle seule, la grève générale n'a pu sauver le mouvement ouvrier polonais

Les dirigeants de Solidarité n'avaient pas comme perspective la prise du pouvoir.: «La moindre préparation à la confrontation aurait été dénoncée par le pouvoir comme une tentative de s'en emparer », explique le responsable de l'agence de presse Solidarité.

C'est pourtant la situation qui commandait une telle attitude. Blumsztajn explique plus loin: « Solidarité a été constamment obligée de prendre des initiatives débordant le cadre syndical pour deux raisons. La première: le pouvoir était incapable de mettre en œuvre les moyens de sortir de la crise. La seconde s toutes les aspirations sociales convergeaient sur Solidarité, depuis celle du renouveau économique ou culturel, jusqu'à celle de l'autogestion ».

Mais les dirigeants de Solida-'ité n'avaient comme but qu'une réforme démocratique de la société polonaise. Pendant un an et demi, ils ont poursuivi ce but avec succès, n'utilisant le radicalisme du mouvement ouvrier polonais que pour déjouer les faux-semblants des dirigeants de l'Etat, n'envisa-geant la grève générale que comme moyen ultime de pression. Mais la grève générale n'a pu sauver le mouvement ouvrier polonais. 'Ine fois le pays civil paralysé par l'armée, les réactions qui ont éclaté un peu partout dans le pays, avec plus ou moins de bonheur, ne pouvaient que rester isolées les unes des

La grève générale, c'est avant qu'elle, aurait pu avoir lieu, non comme moyen de défense, le dos au mur, mais comme moyen de mobilisation pour l'ensemble de la classe ouvrière, pour compter ses forces, vérifier son organisation, situer ses lacunes et faire basculer dans son camp les hésitants de l'armée et des forces de répression.

Solidarité n'était pas un parti révolutionnaire, mais un syndicat. Il n'est pas question de le lui reprocher. Mais c'est l'inexistence d'un tel parti, se fixant clairement l'objectif du pouvoir, qui a contribué à laisser les mains libres à Jaruzelski pour utiliser l'armée, y compris contre le soutien de la majorité de celleci, contre le peuple polonais.

Jean-Jacques FRANQUIER



# Socialistes français au gouvernement D'autant plus de bruit que cela ne les engage pas

Voici maintenant plus d'une semaine qu'à propos de la Pologne le gouvernement et le Parti Socialiste français y vont de leurs larmes, qu'ils essuient aussitôt du mouchoir de la non-ingérence.

Cela a d'abord été Cheysson qui, au nom du gouvernement, a le premier condamné le coup d'Etat militaire, mais a ajouté immédiatement la fameuse petite phrase: « Bien entendu, nous n'allons pas intervenir ». Puis, au cours de la semaine, les déclarations gouvernementales se sont multipliées. Et Mitterrand, corrigeant un peu la version Cheysson, a évoqué lundi 21 décembre « le drame de la Pologne », pour quand même immédiatement justifier « le sang-froid et la détermination du gouvernement », affirmant que, « quant au reproche de ne pas en faire davantage, les Français y répondront eux-mêmes en approuvant, j'en suis sûr, la façon dont le gouvernement a conduit les affaires du pays ».

#### Protester c'est bien. Mais le PS est-il sincère?

Oh! la question n'est pas de reprocher au gouvernement socialiste de ne pas en avoir fait « davantage » à propos de la Pologne. D'un certain point de vue, c'est vrai, il a fait ce qu'il a pu: les ambassadeurs de France sont allés notifier leur désapprobation auprès des gouvernements des pays de l'Est et des pays dits « non-alignés ». Le gouvernement français a remis en cause sa participation à la conférence Est-Ouest de Madrid. Il a obtenu des gouvernements de l'Europe des Dix l'adoption d'une position de réprobation commune. Le Parti Socialiste a bousculé quelque peu l'Internationale Socialiste. En France il a fait un meeting, fait signer une pétition et soutenu la grève d'une heure le lundi 21 décem-

Le gouvernement et le Parti Socialiste n'ont pas laisse ecraser la classe ouvrière polonaise en gardant le silence. Ils ont fait des déclarations, et c'est mieux que s'ils avaient approuvé. Le gouvernement français a fait quelque chose du point de vue diplomatique, et c'est mieux que rien. Et personne ne peut reprocher à Mitterrand de ne pas aller faire la guerre en Pologne. La question n'est pas là. La question est de savoir si le gouvernement et le Parti Socialiste sont sincères en protestant quand, de toute façon, le cours des événements ne dépend pas d'eux. La question est de savoir ce qu'ils feraient vraiment s'ils étaient en situation de pouvoir peser sur les événements et qu'ils auraient alors autre chose que les larmes de l'impuissance à offrir aux tra-

#### Que fait le gouvernement pour prévenir un coup de force à ses propres frontières ?

Peut-être est-il difficile de répondre à cette question, quand il s'agit de la Pologne. Mais, par exemple, quand il ne s'agit pas d'un pays lointain, quelque part entre la Vistule et l'Oder, mais tout près de nous, de l'autre côté des Pyrénées, en Espagne, où là aussi la classe ouvrière, ses partis et ses syndicats sont menacés d'un coup de force de l'armée, que font les socialistes français pour lui éviter un sort semblable ?

Tout n'est pas, heureusement, joué en Espagne. Mais tout se prépare au vu et au su de tout le monde. Il est encore temps de prévenir le pire, d'y préparer l'opinion politique mondiale, d'exercer les pressions et les avertissements nécessaires, diplomatiques, politiques et économiques. Mais qu'ont donc à craindre du gouvernement socialiste voisin les militaires, les candidats à la dictature qui s'agitent depuis des mois dans l'armée espagnole, aux frontières de la France ? Qu'ont donc à craindre les futurs Jaruzelski espagnols, de la part du gouvernement français?

En Espagne aussi, les travailleurs ont des libertés qui peuvent être piétinées d'un jour à l'autre, des organisations syndicales et même des partis politiques qui peuvent être anéantis sous la botte des militaires — avec ou sans l'accord du roi d'Espagne. Que font donc le gouvernement socialiste, Mitterrand, pour éviter que cela se réa-

Ont-ils seulement fait d'ores et déjà savoir aux militaires espagnols que, s'ils commettaient leur forfait, ils trouveraient le gouvernement français contre eux ? Que s'ils s'avisent

de s'en prendre à la classe ouvrière espagnole, ce serait la rupture entre la France et l'Espagne? Les a-t-on seulement publiquement menacés par avance de sanctions diplomatiques et éco-nomiques ? Le gouvernement français a-t-il seulement dit par avance, oh! pas même que l'armée française interviendrait en Espagne, nous ne lui en demandons même pas tant (l'armée française est trop occupée à intervenir au Tchad ou au Gabon pour aider les dictateurs locaux à réprimer leurs peuples ; car il s'agit là, non « d'ingérence », mais d'une affaire intérieure française. On a les Pologne qu'on peut!), mais seule-ment averti les militaires espagnols de ce qu'il pourrait leur en coûter du côté du gouvernement français? A-t-il seulement mobilisé l'opinion, ne serait-ce que pour mieux préparer moralement la classe ouvrière espagnole à faire reculer le péril?

#### Plus le danger est proche, plus les socialistes sont silencieux

Non. Plus le danger est géographiquement proche, plus les moyens de déjouer les préparatifs d'un coup de force sont à sa portée, plus le gouvernement socialiste est silencieux. Et il n'est même pas dit que, si les travailleurs espagnols entrent en lutte, ce soient eux que les socialistes français choisissent d'aider. Il n'est même pas dit qu'au nom de la non-ingérence, ils ne leur ferment pas les frontières, et même pas dit que l'armée française ne joue pas envers les travailleurs espagnols le rôle de l'armée russe envers les travailleurs polonais, surtout si les militaires putschistes ont Juan Carlos plus ou moins ligoté dans leurs bagages!

Alors oui, si la classe ouvrière polonaise, malgré sa résistance farouche, ne parvenait pas par ses seules forces à vaincre ceux qui tentent aujourd'hui de l'écraser, elle aurait droit, nous pouvons en être sûrs, aux fleurs et aux couronnes de ces socialistes-là, avant tout pour n'avoir pas réussi à ramener la Pologne dans le camp occidental. Tout comme ces dirigeants socia-listes-là feraient peut-être un enterrement à la classe ouvrière espagnole si elle subissait un sort semblable, de seconde classe cette fois, car l'Espagne est moins loin et bel et bien dans le camp occidental. A moins que l'on voie les socialistes et le gou-vernement français déclarer qu'après tout, en Espagne, si les militaires sont intervenus, c'est que les travailleurs ou les syndicats ou les partis politiques

étaient allés trop loin.

Parce que d'ores et déjà, quand le péril est à leurs frontières, les socialistes « non ingérents » français se servent de leur mouchoir, non pour essuyer leurs larmes, mais pour s'en faire un bandeau sur les yeux.

Alors, n'en doutons pas, quand le danger menacera la classe ouvrière de France et qu'il s'agira alors d'une affaire intérieure française, nos socialistes n'auront plus qu'à lui offrir un bâillon, en attendant que les fusilleurs prennent la place, si ce n'est pas les socialistes euxmêmes qui leur donnent des ordres!

Nelly MEYER

#### Reagan défenseur des libertés syndicales dans le camp adverse

Reagan, président des Etats'Jnis, a donc fini par faire une
déclaration indignée contre le
coup de force de Jaruzelski en
Pologne: « La torche de la
liberté est brûlante. Elle
réchauffe ceux qui la brandissent, mais elle brûle ceux qui
tentent de l'éteindre », a-t-il dit.
Il n'a pas oublié non plus de
protester contre les atteintes
aux « droit légaux des syndicats libres » en Pologne.

Il faut croire que ce sont là

de belles phrases pour ne rien dire. Car sinon, il y a bien long-temps que Reagan serait réduit en cendres. Il parle de droits syndicaux, lui qui ne s'est pas gêné pour déclarer illégale la grève des contrôleurs du ciel américains, pour faire remplacer les grévistes par l'armée et pour licencier 12 000 d'entre eux! Il parle de liberté, mais ne se gêne pas pour soutenir militairement la sanglante dictature de Duarte au Salvador!

F.F.

## POLOGNE

## L'économie polonaise, victime de la crise mondiale

A partir de 1970, la Pologne s'est lancée dans une politique d'industrialisation, au moyen d'investissements importants, venant principalement des pays d'Europe occidentale et des Etats-Unis. Elle s'est considérablement endettée pour importer des machines, des usines « clés en main ». Mais ces usines dont la capacité de production était importante, ne pouvaient pas tourner en se contentant du seul marché intérieur. Il fallait exporter une partie de leur production pour qu'elles soient amorties. Nous connaissons bien ce problème tel qu'on nous e présente aussi. Et le gouvernement polonais comptait sur es possibilités d'exportation que ces nouveaux investissements devaient lui permettre, pour rembourser les Etats occidentaux et les 460 banques auprès desquelles il avait emprunté.

#### UN DÉVELOPPEMENT BLOQUÉ PAR LA CRISE

Mais les prévisions du début des années 1970 n'ont pu être réalisées dans le cadre de la crise économique mondiale qui s'est développée dans la deuxième moitié de la décennie. Car dans un contexte de rétrécissement du marché mondial, développer des exportations nouvelles, cela voudrait dire arrier à supplanter des marques déjà en place, y compris à l'Est, des entreprises ayant déjà leur propre réseau de distribution à 'étranger, etc... ce qui n'est pas ine mince affaire. Il faut une conomie sacrément puissante pour évincer ceux qui sont déjà dans la place.

Le journal Le Nouvel Observaeur du 5 septembre dernier citait comme exemple l'usine Polkolor qui devait produire 500 000 tubes de télé couleurs en 1981, 900 000 en 1982, et qui l'en produirait pas, cette année, olus de 50 000, le marché l'Europe occidentale ayant itteint à peu près son point de aturation et plusieurs pays l'Europe de l'Est construisant eurs propres télés. Alors le taux l'accroissement des exportaions polonaises a commencé apidement à baisser, puis les xportations elles-mêmes ont aissé, tandis que les nouvelles ndustries continuaient à impoer des importations de pièces létachées et de matières prenières, nécessaires à leur foncionnement.

#### OÙ VIENT LA PÉNURIE LIMENTAIRE?

Ainsi, les usines importées nissent par coûter plus cher en evises qu'elles n'en rapportent, ggravant la dette du pays. Et la énurie alimentaire que connaît ujourd'hui la Pologne, dans un ays pourtant en grande partie gricole, est elle aussi une conéquence de ce déséquilibre du larché et de l'endettement qui a mené l'Etat polonais à tenter de ontraindre les petits paysans rivés (comme les fermes d'Etat) produire pour l'exportation.

Même si encore 80 % des exploitations agricoles polonaises sont entre les mains de tout petits propriétaires, l'agriculture s'est néanmoins profondément modifiée (d'une façon analogue, même si c'est un peu moins spectaculaire, qu'en France depuis une vingtaine d'années). Mais dans le cas de la production de viande, par exemple, l'une des principales ressources de l'agriculture polonaise, cela a rendu, comme dans toutes les agricultures modernes, l'élevage étroitement dépendant des importations d'alimentation pour bétail. Au point que, alors que les exportations agricoles, notamment de viandes, étaient avec le charbon, les principales ressources en devises de la Pologne, depuis 1978, même la balance commerciale agricole est devenue déficitaire. Alors, le ralentissement forcé des importations, entre autres celles des aliments pour bétail, a amené les paysans à réduire leur bétail, voire à procéder à des abattages clandestins pour leur consommation directe ou pour placer la viande sur les marchés parallèles plus rémunérateurs que le marché d'Etat. C'est ainsi que les Courriers des Pays de l'Est écrivaient en avril 1981 : « La crainte de ne pas disposer de réserves suffisantes de fourrage au cours du premier trimestre 1981 a poussé les agriculteurs à réduire le cheptel de production : sa diminution est estimée à 7,5 % ». Et alors que la viande se fait de plus en plus rare dans les magasins, la Pologne continue à en exporter de grandes quantités, seule façon de payer en partie ses dettes!

#### L'UN DES PREMIERS PAYS GRAVEMENT TOUCHÉS, MAIS PAS UN CAS PARTICULIER

La Pologne n'est aujourd'hui plus directement touchée par la crise mondiale que parce qu'elle était, y compris parmi les pays de l'Europe de l'Est, l'un des maillons les plus faibles de la chaîne des pays industrialisés européens.

Mais avec l'aggravation de la

crise, une situation de pénurie semblable pourrait bien atteindre d'autres pays, y compris parmi ceux qui, à l'Ouest, sont encore aujourd'hui aisés.

Des pays par exemple, où l'agriculture est étroitement dépendante de son commerce extérieur, nous en connaissons d'autres, à commencer par la France. Imaginons seulement une chute rapide du franc: elle provoquerait un renchérissement important des aliments pour bétail que l'agriculture française importe en grande quantité des Etats-Unis ou d'ailleurs.

Ce phénomène provoquerait une chute brutale et importante de la quantité de viande produite en France et pas seulement de viande mais aussi de produits laitiers, beurre et fromages, car les paysans seraient obligés d'abattre une grande partie de leur cheptel reproducteur. Non seulement le prix de la viande monterait en flèche, mais elle se raréfierait dans les magasins, même deviendrait introuvable.

On aurait alors une situation de pénurie semblable à celle que



Quatre cents mètres de queue dans une rue de Varsovie le 12 novembre pour obtenir des produits de première nécessité. (AFP)

connaît la Pologne (à moins, si l'on croit au miracle, que les Etats-Unis se mettent à nous livrer des tourteaux de soja gratuitement!). Ce n'est là, bien sûr, qu'un exemple de ce qui pourrait se passer, mais qui montre à quel point la situation économique de la Pologne n'est peut-être qu'un avant-goût de ce que la crise nous prépare.

Philippe NATTIER

#### Les jaruzelskistes sont aussi à Wall Street

« De nombreux banquiers américains considèrent l'autoritarisme à la soviétique comme leur meilleur espoir de recouvrer les quelque 1,3 milliard de dollars que la Pologne leur doit. » Tel est l'avis du Journal de Wall Street cité par Le Matin du 22 décembre. Selon ce journal de la haute finance américaine, depuis l'annonce du coup de force en Pologne, certains banquiers américains ne réfrènent plus leur joie, tel celui-ci qui affirme sans la moindre gêne dans les colonnes du même journal: « La plupart des banquiers pensent que des gouvernements autoritaires sont une bonne chose, car ils imposent une discipline ». Et d'ajouter : « chaque fois qu'il y a un coup d'Etat en Amérique latine, on se réjouit beaucoup et on sait que les demandes de crédit vont affluer... Bien peu veulent le reconnaître, mais beaucoup espèrent qu'un gouvernement fort en Pologne, appuyé par l'Union soviétique, payera le reste des 500 millions de dollars d'intérêts dus par la Pologne aux banques occidenta-

Eh oui, la seule question pour les financiers est la suivante: vont-ils toucher leurs dividendes? Le drame pour les banquiers américains, comme ceux d'Allemagne ou de France, n'est pas que la crise



amène la population polonaise à manquer de tout. Le drame pour les hommes de la haute finance internationale n'est pas que les travailleurs polonais se voient contraints, sous la menace des militaires, de travailler 12 heures par jour, samedi et dimanche compris. Au contraire. Le drame, pour eux, c'était que la Pologne depuis mars dernier ne faisait plus face à ses échéances. C'est-à-dire que depuis cette date, les financiers n'étaient plus remboursés des emprunts qu'ils avaient consentis à la Pologne. Le drame pour les banquiers résidait dans le

retard mis par le gouvernement polonais à verser les intérêts des emprunts faits auprès des banques occidentales. La Pologne, selon **Le Monde**, aurait pour 1982, 9 milliards de dollars de dettes, dont 3 représentant uniquement les intérêts à verser.

Alors quand Jaruzelski fait régner l'état de siège en Pologne, quand il décide de militariser le travail, il n'y a pas que du côté des bureaucrates de Moscou qu'on respire avec soulagement; du côté des financiers de Washington, Bonn ou Paris aussi.

Cécile BERNIER

### **ALSTHOM ATLANTIQUE** (Belfort)

#### Des élections au Comité d'établissement pas tout à fait comme les autres

Le 17 décembre ont eu lieu les élections de délégués au Comité d'établissement. Ce qui a surtout été remarqué, c'est la très nette progression des absten-

tionnistes et des votes nuls. Au 2e collège, le quorum n'est pas atteint; il y aura donc un deuxième tour le 7 janvier pro-

RÉSULTATS DU 1er COLLÈGE :

	Inscrits	Votants	Blancs ou nuls	Expri- més	CGT   CFDT   FO moyennes de listes		
1980	4 815	3 734	215	3 519	1 778	1 273	452
1981	4 848	3 419	376	3 043	1 590	1 019	421

Cette année, il y a eu plus de 500 abstentions, votes blancs ou nuls de plus que l'an dernier, répartis également sur les trois syndicats.

RÉSULTATS DU 2º COLLÈGE :

	Inscrits	Votants	Blancs ou nuls	Expri- més	сст	CFDT	FO	cac
1981	1 993	1 027	69	958	199	469	62	227

Le quorum n'est pas atteint.

Ces résultats ne sont dus ni au hasard, ni au mauvais temps ou à la mauvaise disposition des bureaux de vote, comme l'ont affirmé certains syndicalistes. Pour ces élections, un délégué du CE sortant avait appelé les travailleurs à ne pas voter ou à voter nul. Ce camarade, élu en février 1980 sur la liste FO, avait au début de son mandat dénoncé l'attitude des syndicats qui gèrent la cantine de l'usine. C'était la première fois qu'un délégué avertissait les usagers de la date d'une augmentation, alors que tous les syndicats voulaient la tenir secrète. Il avait en outre émis l'opinion que les syndicats prenaient des responsabilités qui n'étaient pas les leurs en faisant payer aux travailleurs l'incurie patronale. Cette position, appréciée par de nombreux travailleurs, lui a valu l'exclusion pure et simple du syndicat FO. Malgré cela, avec l'approbation de 702 travailleurs, ce délégué a continué d'exercer son mandat sans appartenance syndicale, en informant régulièrement de ce qui se passait au CE et en avertissant de nouveau les travailleurs d'une nouvelle augmentation de la cantine cette année. Ce qui paraît simple et normal n'a pas été du goût de l'ensemble des syndicats. Calomnies et insultes n'ont pas fait défaut contre ce délégué. Et, évidemment, il n'était pas ques-tion pour eux de le présenter sur leurs listes cette année.

Malgré les centaines de travailleurs du premier collège qui ont répondu à son appel, ce camarade ne peut même plus

être candidat. La loi interdit les candidatures qui ne sont pas présentées par des syndicats. Elle ne les autorise que s'il y a un deuxième tour, ce qui est le cas seulement lorsqu'une majorité des inscrits ne s'est pas exprimée, c'est-àdire, soit s'est abstenue, soit a voté nul. La démocratie peut ainsi être entravée dans les élections de délégués, où les syndicats peuvent choisir à la place des travailleurs, en faisant barrage aux candidatures qui leur déplaisent. Et on le voit en particulier dans ces élections à l'Alsthom-Atlantique à Belfort où FO, qui n'a obtenu que 421 voix, obtient tout de même un siège et aura donc un représentant, alors qu'un travailleur soutenu par 702 de ses camarades n'a même pas été autorisé à se présenter à leurs suffrages.

Mais si les élections sont terminées pour le premier collège, un deuxième tour aura lieu dans le 2e collège. Car là, les abstentions et les nuls ont dépassé 50 % des inscrits. Et là, les syndicats ne sont pas encore au bout de leurs peines. En effet, parmi ceux qu'ils veulent empêcher d'être délégués, il y a un travailleur connu pour ses idées d'extrême-gauche, écarté des responsabilités à la CGT pour ces raisons, qui a constitué une liste « Pour la démocratie ».

Alors, affaire à suivre. Mais à l'Alsthom-Atlantique de Belfort, les bureaucrates syndicaux auront tout de même eu du fil à

Correspondant LO



# DANS LES ENTREPRISES

## AIR FRANCE mécaniciens navigants font grève

Les 22 et 23 décembre, les mécaniciens navigants ont décidé de faire grève 48 h. Ils protestent contre la décision prise par Air France de commander des Boeing 737 sans mécanicien à bord, c'est-à-dire avec un équipage réduit à deux person-

A terme, c'est la profession de mécanicien navigant qui est remise en cause. Pourtant, la présence d'un mécanicien ne peut que renforcer la sécurité des passagers, et les économies que la compagnie aérienne veut faire sur le personnel sont assez scandaleuses.

Et si le gouvernement et le ministre des Transports Fiterman ont accepté de s'aligner sur les intérêts des compagnies aériennes, en donnant le feu vert au pilotage à deux, ce n'est pas l'avis des mécaniciens navigants, et ils entendent le faire

Cette grève semble devoir être assez largement suivie, puisque d'ores et déjà Air Inter a annoncé que 170 vols sur 300 étaient supprimés. Autrement dit, ceux qui en cette période de fêtes devaient emprunter l'avion pour partir risquent de subir d'importantes perturbations. La direction d'Air France porte l'entière responsabilité de la pagaille qui s'ensuit. Les pilotes et les navigants, eux, ont bien raison de se défendre.

#### **VIA ASSURANCES** (Paris-9e)

#### Scandaleux!

A VIA, il y a eu dernièrement un nouvel arrivage de grosses huiles. La nouvelle direction vient de se présenter à l'ensemble des employés, en venant de décider de licencier un travailleur qui était depuis quelque temps dans le collimateur de quelques cheffaillons.

Il y a quelques mois en effet, un chef de service prétextait « un comportement difficile avec ses collègues » et lui donnait un avertissement. Malheureusement pour ce cadre, 25 d'entre eux sur 26 signaient alors une pétition pour le démentir. Qu'à cela ne tienne: ce monsieur, ayant de la suite dans les idées, a cherché autre chose. Et pendant plusieurs semaines, il a surveillé son travail, s'est livré à de savants calculs de statistiques afin de démontrer un prétendu manque de rentabilité.

La direction, pour mieux l'isoler, l'a muté dans un autre service. Un nouveau petit chef aux ordres fait trois rapports défavorables en moins de quinze jours. Conséquence: un autre avertissement. Mais cela ne suffit toujours pas aux directeurs. Et deux semaines plus tard, parce qu'il n'a pas pu se rendre sur-lechamp à une convocation de son encadrement, ce camarade se voit appelé à comparaître devant le conseil de discipline. Présentée d'abord comme un « incident regrettable », cette impossibilité de se rendre à cette convocation est vite transformée en « refus d'obéissance ». Il faut bien justifier un licenciement!

Mais les employés ont fait savoir à la direction leur façon de voir les choses : une pétition a recueilli plusieurs centaines de signatures, des assemblées d'information et des débrayages ont eu lieu. La direction a réagi en convoquant son huissier, en organisant des réunions de cadres et en tentant de justifier l'injustifiable.

Lors d'un débrayage, le P-DG a lâché le morceau : effectivement, il veut « mettre le collier aux récalcitrants ». Il s'en vante. Pour lui, sa rentabilité au boulot, cela consiste sans doute à faire des chômeurs supplémentaires!

#### Correspondant LO

#### **USINE DUROY-JACQUET**

#### Ordre d'évacuation des grévistes

Le tribunal d'instance de Bobigny a ordonné, le 18 décembre, l'évacuation de l'usine Duroy-Jacquet du Blanc-Mesnil, en Seine-Saint-

Evacuation de qui ? Des nervis d'une société dite de « gardiennage » qui, dans la nuit du 14 au 15, se sont introduits de force dans l'usine, se heurtant aux ouvriers qui l'occupaient (pour protester contre « 45 licenciements déguisés et deux avertissements adressés par la direction au délégué syndical »), et faisant quatorze blessés?

Non. C'est aux grévistes qui, le lendemain de ces bagarres, ont réoccupé leur usine, que s'adresse cet ordre d'évacuation.

Quand les milices privées ne suffisent pas, les patrons font alors appel aux milices « publiques ». En toute légalité.

#### **ECHOS DES ENTREPRISES**

#### ET DES PATINS A ROULETTES, IL VOUS EN RESTE ?

Ces temps-ci, au Service de vente des voitures du personnel, c'est la pagaille.
Il devient en effet tout à fait

inutile de demander le modèle et la couleur de la voiture désirée : si vous avez commandé une R14, il vous aura été réservé une R18 ; si vous avez choisi une R4, on vous ressort à nouveau la R18; si vous voulez une R5, devinez ce qui reste? Une R18 bien sûr. De là à croire que la Régie profite de chaque occasion pour nous refourguer ses stocks d'invendus!

#### QUAND IL Y EN A POUR UNE, IL Y EN A POUR DEUX

A la Comptabilité bancaire, il y avait deux postes de dactylos jusqu'à maintenant. Ça va changer: il n'y en aura plus qu'un.

Comment une seule dactylo fera-t-elle le travail de deux? Pour la hiérarchie, visiblement, il n'y a pas de problème, ça doit marcher.

Oui, à moitié. Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault Siège social Billancourt.

#### · LA GUERRE **DES BOUTONS**

Pour être prévenu, on est prévenu. Il paraît qu'une « instruc-

tion de sécurité » permet d'éviter le danger. Pour nous mettre en garde, la campagne préventive a eu lieu: agendas, informations de vive voix, etc.

Attention, il y a des produits qui peuvent entraîner des intoxications: des fois qu'on ne soit pas au courant...

Mais alors, là où c'est le silence complet, c'est sur les moyens de supprimer le danger. Et c'est pourtant ça qui nous intéresse.

Alors on invite la direction à se pencher sérieusement sur le problème, et tête baissée. Car tout le monde sait bien que « là où il n'y a pas d'hygiène, il n'y a pas de

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière OREGA-GRAY.

#### • FAUT PAS ARRÊTER LE PROGRÈS!

Le PLIP, vous connaissez? Non! C'est la fermeture électromagnétique des portes à distance. C'est sur les R 20 TX, les R 30 TX et les R 30 Turbo diesel.

Voilà le truc qu'il faut installer sur les portes de l'usine pour ne pas travailler dans les courants

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Flins.

#### · BOURRÉ DE COMPLEXES...

Le P-DG de la Compagnie vient de refuser le salaire qu'il devait toucher pour sa nomination à la tête d'Euromarché.

Il se sent peut-être gêné devant ses employés qui touchent des

salaires si petits. S'il a des complexes, on peut le soulager : qu'il garde tous les titres honorifiques qu'il veut, comme P-DG de la Cie d'assurance La France, P-DG d'Euromarché et différents conseils d'administration... Nous les lui laissons et, en échange, nous nous occuperons sans scrupules de ses salaires et divers appoin-

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Compagnie La France · Paris.

#### · LE GROUPE MALAKOFF EN GUERRE CONTRE LE CHÔMAGE

Depuis plusieurs années, au GM, on n'embauche plus. Nous avons été aux environs de 600 employés au Hameau, et nous ne sommes plus que 388.

Mais il y a de l'espoir pour les chômeurs: la direction vient de décider d'embaucher... 4 direc-

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Groupe Malakoff - Le Hameau -



## Gendarmes et voleurs avec Toto

Gendarmes et voleurs (1951) est un film de Steno et Mario Monicelli qui a réalisé par la suite l'autres très bons films comme Le pigeon, Les camarades. Toto y incarne un petit voleur, escroc ninable, mais qui pour sa famille est un respecté oyageur de commerce. A la suite d'un concours de circonstances, il est poursuivi avec acharnement par un gendarme — pas mauvais bougre lui non olus — qui, pour coincer Toto, devient l'ami de la amille, au point que, quand enfin il lui met la main lessus, il n'a plus le cœur de... l'arrêter!

Comme d'autres films italiens, Gendarmes et oleurs est un film où la grosse farce prend aussi la orme d'une critique sociale, la misère étant le décor de péripéties comiques. Bien sûr, ce film accuse ses 30 ans par certains côtés. Il y a des moments où le ythme s'essoufle un peu. Mais le talent de Toto et outes les scènes merveilleuses où, en quelques secondes, l'on passe du fou-rire à l'émotion, mérient que l'on coure voir ce film.

André CASTILLE

A Paris: Studio Gît-Le-Cœur (6e). Olympic Entreoôt (14e). 14 Juillet Bastille (11e).

> L'acteur Antonio de Curtis, dit Toto, dont la devise favorite était: « Sommes-nous des hommes ou des capo-



### Popeye

de Robert Altman

« I'm Popeye, the sailorman — pouin-pouin... ». Voilà une chanson bien connue, même de ceux qui n'ont pas ou plus l'âge de lire la célèbre bande dessinée.

Robert Altman - metteur en scène de MASH, Nashville, Un mariage — fait revivre les aventures du marin, de son ennemi Brutus, de Mimosa, son fils adoptif; et bien sûr de son éternelle fiancée Olive Oyl.

Popeye, qui dans le film déteste les épinards, se sert de sa force pour débarrasser la petite ville de Sweethaven d'un tyrannique Commodore.

Le film est burlesque, tourné dans des décors magnifiques avec des bagarres hilarantes et des dialogues incongrus dans le jargon bizarre des héros de cette bande dessinée.

Dans la salle, les parents semblaient d'ailleurs s'amuser autant sinon plus que les enfants qu'ils étaient censés accompagner.

André CASTILLE

#### Salut l'ami, adieu trésor

Terence Hill et Bud Spencer sont une fois de olus réunis par le metteur en scène Sergio Coroucci. Le « maigre » entraîne le « gros », contre son ré bien sûr, dans la recherche d'un trésor perdu pendant la Seconde Guerre mondiale, sur une île léserte du Pacifique.

Dans cette île en réalité très fréquentée, les ons (les deux héros et les habitants de l'île) affrontent les méchants, pirates et autres trafiquants, voleurs de femmes par-dessus le marché. Les deux meilleurs moments sont les deux pagarres généralisées où, seuls contre tous, les leux zorros affrontent deux dizaines d'affreux

adversaires. Pour le reste, ça vole bas. Samuel LATAN

#### Cargo

'In beau travailleur immigré italien, bûcheron de son état, s'éprend, dans une kermesse villageoise, d'une petite bourgeoise en vacances et... en mal d'aventures. Le bûcheron est sentimental et veut retrouver sa Dulcinée d'un jour. Elle habite dans un port et il va pouvoir réaliser son vieux rêve, voir la mer! La demoiselle ne l'entend pas de cette oreille, différence sociale oblige!

Alors le beau prolétaire sort le grand jeu : une salle de machines dans un vieux cargo, de l'huile et de la graisse... Tout cela est censé impressionner la donzelle.

Mais le spectateur, lui, prend plutôt ce cargo pour une sacrée galère!

Raymond ATHOS

#### La revanche

Trop, c'est trop. Quand les hommes dépassent les bornes, il est temps que les femmes prennent leur revanche. Elles s'y mettent à trois, dans le film... sans vraiment réussir d'ailleurs.

Le mari d'Annie Girardot, commissaire de police, renommé, usurpe à son épouse un premier prix du roman policier et se permet même de dédicacer ses livres. De quoi s'énerver... Elle rallie à sa cause une de ses amies qui, elle aussi, a des raisons de se plaindre: son mari la prend pour une

idiote et lui fait croire qu'il vend de l'agro-alimentaire, alors qu'il vend des armes! Elles concoctent avec une troisième un super-plan, un hold-up qui réussit, histoire de bien prouver que les femmes aussi savent faire des choses extraordinaires... avant de retourner dans le giron de leurs époux ou amoureux respectifs.

Rien de trop subversif, donc. Et ces bourgeoises qui s'amusent à se faire peur ne réussissent pas à rendre leur histoire bien palpitante.

**Ghislaine GAUTHIER** 

#### Sélection cinéma

Films récents...

COUP DE TORCHON. de Tavernier. Dans un village d'Afrique

colonisée, le chef de la police se prend pour le bon dieu! Paramount Marivaux 2e. Studio Alpha 5°. Paramount Odéon 6°. Monte-Carlo 8e. Paramount Opéra 9e. Paramount Galaxie 13°. Paramount Montparnasse 14e.

L'OMBRE ROUGE.

de J.L. Comolli

Une évocation des conflits internes que vécurent les militants de l'Internationale Communiste du temps de Staline et de la guerre d'Espagne. Racine 6e.

GARDE A VUE.

de Claude Miller.

L'affrontement entre un policier et un notaire soupconné de viol et de meurtre.

Marignan 8°. Sept Parnassiens 14e. 14 Juillet 15e.

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE. de Steven Spielberg et George

Des aventures à vous couper le souffle

Gaumont Richelieu 2e. Saint-Michel 5e. (v.o.). Gaumont Ambassade 8e (vo). George V 8e (vo). Paramount Opéra 9e. Les Sept-Parnassiens 14°. Nation

...et moins récents

LES UNS ET LES AUTRES. de C. Lelouch.

Une évocation des événements, de 1937 à nos jours, au travers de quatre familles de nationalités différentes.

Paramount Marivaux 2°. Publicis Matignon 8°. Paramount Montparnasse 14°.

LILI MARLEEN. de Fassbinder.

L'histoire romancée de l'interprète de cette rengaine fredonnée par les soldats du IIIe Reich sur tous les fronts. amoureuse d'un jeune Juif de Zurich qu'elle aide à lutter contre les nazis

Châtelet Victoria 1er.

LE DERNIER MÉTRO.

de F. Truffaut. La vie d'une troupe de théâtre à Paris durant l'Occupation allemande. (sous-titres anglais). Elysées Lincoln 8°. Quintette

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE. de D. Trumbo.

Un terrible réquisitoire contre la guerre.

La Banque à Images 5° (vo). AMERICA, AMERICA. d'E. Kazan.

Au début du siècle deux jeunes gens veulent fuir la Turquie et la misère pour l'Amérique. Templiers 3e (vo).

LA SCANDALEUSE DE BER-LIN. de B. Wilder.

Une vision du Berlin d'aprèsguerre occupé par les troupes américaines.

Action Christine 6e (vo).

VIVA ZAPATA. d'Elia Kazan.

La vie d'Emiliano Zapata, l'un des chefs de la révolution mexicaine de 1910.

Templiers 3e (vo).

-Trois films sur la Pologne

L'HOMME DE FER. d'A. Wajda.

L'homme de fer, c'est le fils de L'homme de marbre, héros du précédent film de Wajda.

Ouvrier aux chantiers navals de Gdansk, il deviendra l'un des dirigeants des grèves de 1980. Impérial 2e. Studio de la Harpe 5° (vo). Lucernaire 6° (vo). Gaumont Ambassade 8e (vo).

Et également :

Et également

**OUVRIERS 80.** 

Reportage et document sur les négociations d'août 1980 entre Solidarité et les représentants du gouvernement pour la reconnaissance de Solidarité, entre autres revendications des grévistes polonais.

Il passe uniquement au Studio Saint-Séverin (5°).

SOLIDARNOSC.

Ce film évoque les luttes entreprises par le syndicat « Solidarité » de sa naissance aux événements de décembre

Banque de l'image 5°.

# LIVRES

## La naissance de l'homme



Les Homo habilis, ancêtres de l'homme actuel, peuplaient des régions d'Afrique, il y a deux millions d'années.

Avant d'aller voir au cinéma La guerre du feu, entraînez-vous à faire la part de la fiction et de ce qu'on peut supposer de la réalité du passé, en lisant le livre de Richard Leakey.

Dans ce livre, Richard Leakey, spécialiste de l'étude des fossiles humains, présente l'ensemble des connaissances actuelles sur l'évolution de l'homme.

Du ramapithèque qui vivait il y a 14 millions d'années jusqu'à l'homo sapiens-sapiens que nous sommes, bien des éléments manquent encore pour établir la chaîne de l'évolution. Il y a un « trou » de quatre millions d'années dans les fossiles connus, «trou» d'une importance capitale puisque c'est probablement pendant cette période que s'est produite la séparation entre la lignée des singes et celle de l'homme.

Mais même si toutes les filiations sont loin d'être connues, les fossiles et les outils retrouvés permettent d'avoir à l'heure actuelle une vision tout de même assez nette de l'évolution de l'homme et de ses techniques. Et si de nombreux points prêtent à controverses dans le monde scientifique, Richard Leakey présente à chaque fois les différentes

théories en présence.

Il nous montre l'évolution anatomique, l'évolution du cerveau, ce qu'on peut supposer de l'évolution du mode de vie, de l'apparition et du perfectionnement du langage et, allant de pair, du développement de l'intelligence.

Le livre donne un aperçu de l'art préhistorique, art pariétal ou statuettes sculptées, dont les interprétations continuent à être nombreuses.

Les documents fossiles ne permettant pas de connaître les rapports qui pouvaient exister entre les hommes au sein des sociétés préhistoriques, l'auteur décrit le mode de vie de sociétés primitives actuelles de chasseurscueilleurs, à un stade donc qui a vraisemblablement été celui de nos ancêtres pendant des cende milliers taines d'années.

Il combat les théories qui prônent l'existence d'une « nature humaine ». « Par nature nous ne sommes rien. Nous sommes des êtres de culture, des produits de notre environnement particulier », dit-il. Il combat notamment les pseudothéories scientifiques qui expliquent que l'agressivité serait « naturelle » chez l'homme et source des guerres. Il explique que



Pourquoi nos ancêtres adoptèrent-ils une démarche bipède? Estce parce que la bipédie leur a permis de soustraire la nourriture afin de la manger en paix, comme le fait ici un jeune babouin qui s'est emparé d'un œuf d'autruche?

c'est l'apparition de l'agriculture qui a probablement entraîné les premières guerres: « Dès qu'un individu s'engage dans l'agriculture, il s'engage à défendre la terre qu'il travaille ». Et l'apparition des guerres est « une réponse sociale et politique à la mutation d'un contexte économique. C'est bien la nature de la société qui a changé et non la nature humaine ».

Le livre se conclut sur les problèmes actuels du monde : la misère pour la majorité de l'humanité, le ris que d'une guerre nucléaire qui détruirait la planète. Mais si la dernière photo du livre est celle d'Hiroshima après la

bombe, en 1945, la conclusion n'est pas pour autant pessimiste: « Nous avons en partage notre héritage et notre avenir, ainsi que l'incomparable pouvoir de choisir notre destin. J'ai la conviction qu'une catastrophe mondiale d'origine humaine n'est pas inévitable. A nous de choisir ».

C'est un beau livre, abondamment illustré, dont le prix est relativement élevé mais qui, en cette période de fêtes, peut constituer un cadeau... à la lecture instructive.

Philippe NATIER La naissance de l'homme de Richard Leakey. Editions du Fanal. 120 francs environ.

## Les yeux de ma chèvre

L'auteur de ce livre est un jésuite qui a vécu au Cameroun dans les années 60 et a cherché à comprendre le monde de ceux qu'on appelle improprement des sorciers.

Participant pendant plusieurs années à de nombreuses cérémonies secrètes, apprenant la langue douala, il est parvenu à gagner la confiance d'un nganga, guérisseur traditionnel africain, d'un quartier populaire de Douala que lès gens allaient

voir quand un malheur s'abattait sur eux: une maladie, mais aussi le fils au chômage qui devient un voyou, des haines entre familles, des misères de toutes sortes qu'ils attribuaient à des influences maléfiques. Eric de Rosny sera même initié.

Ce livre est un témoignage, parfois fastidieux à force de détails, de ce que sont les ngangas. Et de Rosny d'expliquer que « la sorcellerie qui passe pour déchaîner les pires fureurs peut

#### de Eric de Rosny

être le complice de l'ordre établi et de la paix sociale ». « Là où elle règne » dit-il, « les mœurs sont apparemment plus pacifiques, les enfants plus calmes, les bagarres à main armée, les suicides, les assassinats, statistiquement moins nombreux ».

Et c'est finalement cela qui semble l'intéresser au premier chef. Prêtre catholique, jésuite, il a en effet une grande sympathie pour ces guérisseurs traditionnels africains car il leur voit jouer le même rôle que celui qu'essaient de jouer les curés en Europe: des gens auxquels on peut aller confier ses problèmes, qui leur donnent une explication compatible avec l'ordre existant et enseignent la soumission à l'ordre établi.

Et l'auteur explique que les ngangas sont nécessaires à l'équilibre social traditionnel parce qu'aptes à déceler les conflits latents sinon à les prévenir.

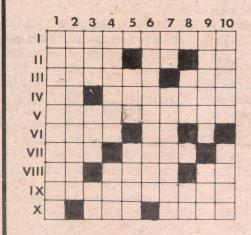
La colonisation a aussi

méprisé et détruit les traditions culturelles et religieuses des peuples africains. Et les Jésuites y ont largement contribué, pour remplacer les croyances africaines par des superstitions soidisant plus civilisées. Mais cela, Eric de Rosny, en bon jésuite, oublie bien sûr de le dire.

Jean HAINAUT

Les yeux de ma chèvre d'Eric de Rosny. Ed. Plon. Terre Humaine. 430 pages.

#### Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Un homme de grande parole. II. Manquant de tranchant. III. Rapport. Article. Vont avec les autres. IV. Indiens d'Amérique. Tient en laisse. Pronom. V. Amas. Elle ne manque pas de coupures. VI. II temporise. VII. Règle. Tableau religieux. VIII. S'enroulent quand on les touche. A la limite de la Normandie. IX. Ne laissent aucune trace. Indéfini. X. Porteurs de bois. Prendre son repas (phonétiquement).

VERTICALEMENT. — Conduit à la chambre. 2. On sait pour qui il se prend. 3. Tête de sotte. Cardinal. Rarement salé. 4. Sans chemise, mais pas sans pantalon. Enuméré. 5. Tente. Mettre au parfum. 6. Se perdent avec le temps. Superpose. Bouts de suif. 7. Succès. 8. Monnaie asiatique en désordre. Amateur de lentilles. 9. Envoie sur les ondes. Expulsion bruyante. 10. Barbe. Nez des baleines.

#### Solution du problème précédent



# LIVRES

# FRANK BROWNING & JOHN GERASSI

Ce livre conte par le menu la place du crime dans l'histoire des Etats-Unis.

Avant la guerre d'indépendance qui va rompre les attaches entre la colonie et la métropole anglaise, ce sont les puritains qui marquent de leur empreinte la société américaine. Si le célèbre procès en sorcellerie de Salem masque en fait un combat entre riches et moins riches propriétaires de la terre, le « crime » impardonnable de l'époque est l'adultère.

Après l'indépendance, les choses changent, les affaires les plus nombreuses, traitées dans les cours de justice, concernent les remises en cause de la propriété privée.

Le livre passe aussi en revue les exactions contre les Noirs et contre les Indiens lors de la Conquête de l'Ouest. Puis, c'est la mise en tutelle du pays par les trusts capitalistes. Cornelius Vanderbilt, l'un de ces capitalistes justement, déclarait : « La loi! Mais je m'en moque éperduement de la loi! J'ai le pouvoir, non?», ou un autre encore: «J'ai les moyens d'engager la moitié de la classe ouvrière pour tuer l'autre moitié ».

Tout le chapitre intitulé

« la loi contre la justice » explique comment ces capitalistes se sont attaqués au mouvement ouvrier révolutionnaire américain naissant, entre 1880 et 1914; comment ils ont fait appel aux briseurs de grève, aux provocateurs infiltrés dans les organisations ouvrières.

Quand on pense « crime aux Etats-Unis », on pense bien sûr à Al Capone, à la prohibition. Le livre y consacre évidemment quelques pages mais pour souligner uniquement que la période de prohibition a permis de sortir le crime du stade artisanal. Depuis, il a calqué son mode d'organisation sur les entreprises capitalistes les plus développées. Et les auteurs montrent aujourd'hui les rapports qui existent entre les « honnêtes » capitalistes, les « honnêtes » politiciens et les « malhonnêtes» professionnels du crime. Et c'est dans ce cadrelà qu'ils apprécient par exemple l'affaire du Watergate.

Un livre très documenté donc, et qui remet à leur place bien des idées reçues.

Jacques FONTENOY

Le crime à l'américaine de Frank Browning et John Gerassi. Ed. Fayard. 435 pages. 70 F environ.

## La conjuration des imbéciles

'Ine intrigue sans grande importance met face à face Ignatius Reilly et des personnages d'un quartier des basfonds de la Nouvelle-Orléans, en Louisiane: sa mère, excessive et autoritaire; un Noir qui essaye de survivre et de se faire respecter; une patronne de cabaret qui exploite tout son monde; le patron d'une entreprise en faillite et son personnel qui fait tourner la boutique à sa manière; et tout le petit monde des voisins et amis qui gravitent autour d'eux. L'auteur force les caractères de ses personnages jusqu'à la caricature dans cette peinture assez noire de la Nouvelle-Orléans, qu'il présente comme un modèle réduit de toute la société américaine.

Ignatius, étudiant attardé, bavard, au langage académique, qui ne cesse de raisonner et de moraliser, mangeant force pâtisseries et hot-dog, gros et gras, affublé d'un éternel déguisement, ne passe pas inaperçu. Marginal et révolté, il est, dit-il, une « victime de la civilisation ».

de John Kennedy Toole



Sa maladresse l'entraîne dans des aventures rocambolesques dont il sort toujours meurtri et battu. Lorsqu'il veut ruser, son incompréhension et sa naïveté l'entraînent de catastrophe en catastrophe.

Les personnages sont drôles, les situations souvent cocasses et le récit original évoque de façon vivante l'atmosphère de la ville et ses faubourgs.

Patricia MULLAN

La conjuration des imbéciles de John Kennedy Toole. Ed. Robert Laffont. 400 pages.

#### Hallali de Jim Thompson

Dans une petite ville de la côte est des Etats-Unis, tout le monde se connaît. Mais ce n'est pas pour autant que les relations entre les gens sont simples ou bonnes.

Bien des choses ne se savent pas, ou ne se disent pas... sauf par cette vieille femme qui passe sa vie au téléphone, à bavarder sur les uns et sur les autres. Et personne n'est étonné lorsqu'on finit par la découvrir morte.

Qui l'a tuée ? C'est évidem-

ment plus compliqué qu'il n'y paraît. En tout cas, pour nous faire découvrir la vérité, Jim Thompson nous promène d'un personnage à l'autre. Chaque chapitre est raconté par un personnage différent qui nous livre en même temps qu'une pièce du puzzle un bout de sa propre histoire, de sa mentalité, de ses motivations, de sa façon de voir ou de ne pas voir les choses, de comprendre ou de ne pas comprendre. Et c'est

ainsi qu'au fil du livre, toute une petite ville de la province américaine prend vie. Les personnages ne sont pas tout bons ou tout mauvais. Entre ce que chacun voudrait être et ce qu'il est, dit ou fait, il y a des nuances, parfois même un abîme.

Un bon roman policier.

Claude CHARVET

Hallali de Jim Thomson. Ed. Fayard Noir. 270 p. 29 F environ.

## Couvre-feux Le versant du soleil de Frison-Roche Il s'agit d'une autobiographie C'est dire que Frison-Roche, écrite à l'âge de 75 ans qui écrivit Premier de cardée en

de Clarisse Nicoïdski

Dans Couvre-feux, l'auteur raconte l'histoire de Judith. Née en 1939 — comme Clarisse Nicoïdski — dans une famille juive originaire de Yougoslavie, nous la voyons vivre jusqu'à la fin de la guerre.

Pour Judith, le premier cercle est celui de la famille, des cousins, des voisins. Elle ne perçoit la guerre qu'à travers la peur, les angoisses de ce milieu. « Les Nazis », c'est un peu pour elle le Père Fouettard, un être lointain, pour qui il faut, le soir, masquer les fenêtres, pour qui il faut mentir, jouer au catholicisme, se montrer discret et bientôt fuir.

Pourtant, au fil des mois, des peurs, des fuites, on voit la conscience de Judith se préciser. Et c'est toute cette évolution que nous raconte ce livre.

Le lecteur peut être surpris par le style de la narration qui suit étroitement les pensées, le langage, les sautes d'humeur d'une petite fille. Mais on s'habitue vite au style particulier du roman et rapidement, on s'attache aux joies, aux espoirs et aux peines de cette enfant.

Pierre LEMAIRE

Couvre-feux de Clarisse Nicoïdski. Ed. Ramsay. 348 pages.

Il s'agit d'une autobiographie écrite à l'âge de 75 ans. Soixante-quinze ans d'une vie remplie de courses en montagne, de traversées du Sahara ou du Grand Nord canadien.

Mais Frison-Roche parle aussi des aspects moins connus de sa vie. Et bien qu'il affirme : « Je n'ai jamais été un homme politique et je ne le serai jamais », l'auteur n'en a pas moins été mêlé de très près aux événements de 1936 (il avait 30 ans), à la guerre de 1940 et au début de la guerre d'Algérie. Il se décrit lui-même comme successivement « cocardier », admirateur des Croix de Feu du colonel de la Roque en 1936, sympathisant du régime pétainiste avant de s'en éloigner « par dégoût » devant sa soumission et sa collaboration avec les nazis, et enfin participant d'occasion à des actions de résistance dans les Alpes, avant de retrouver sa place de grand reporter à Alger, jusqu'en 1955.

qui écrivit Premier de cordée en 1940-1941 pour « galvaniser la jeunesse » et dont la parution fit la Une du journal Les dernières nouvelles d'Alger, n'est pas seulement un explorateur, amoureux de la nature et amateur d'exploits sportifs. En ce qui concerne l'Algérie, il a même des idées très précises. Il dénonce implicitement « les Arabes » comme fauteurs de guerre, par opposition aux Kabyles et aux Berbères. Et, comme bien des Français d'Algérie hostiles à l'indépendance du pays, il se plait à répéter : « Nous avons pacifié le pays, nous lui avons donné son infrastructure moderne: routes... » et se garde évidemment de parler des autres aspects de la colonisation française, comme le pillage des richesses du pays, l'exploitation de tout un peuple et la féroce répression des émeutes anticolonialistes de Sétif en 1945. De même, dans les causes de l'insurrection de 1954, il met en avant l'attitude des « politiciens de la métropole » qui ont, selon lui, grugé les Français d'Algérie, d'abord en refusant d'accorder aux Musulmans le droit « d'être des Français à part entière » et ensuite, en leur faisant croire que l'Algérie resterait française.

Son livre se termine sur des chapitres consacrés à « la plus grande fierté de sa vie »: celle d'avoir fondé une famille, d'être huit fois grand-père et trois fois arrière-grand-père.

Effort, famille, patrie, ce doit être la devise de Frison-Roche. Et toutes ses randonnées ne lui ont pas appris à sortir de certains sentiers très conformistes et rebattus par la droite.

Jean-Louis CHAMPENOIS

Le versant du soleil de Frison-Roche. Editions Flammarion. 650 pages. 80 francs environ.

#### Des chroniques des siècles passés... et du nôtre

#### Compagnons du Nouveau-Monde.

de Bernard Clavel.

La vie de Bisontin-la-Vertu, compagnon charpentier de la fin du XVIIe siècle.

Robert Laffont. 60 F environ.

#### Histoire de la louve.

de Jacques Ruffié.

Chaleureuse chronique romancée de la vie du petit peuple du Roussil-Ion au XIXº siècle.

Flammarion. 370 p. 52 F environ.

#### Le partage du sang (deux volumes).

de Jean Egen.

La vie en Alsace au début du XXe siècle. Un roman ironique et mordant contre le chauvinisme.

Stock. 55 F chaque environ.

#### Retour du Congo.

d'André Gide.

Réédition de cette excellente chronique de voyage du grand écrivain, qui dénonce le colonialisme en 1925.

Idées-Gallimard n° 443. 496 p. 22 F environ.

#### Des romanstémoignages

#### Une enfance sicilienne.

d'Edmonde Charles-Roux. Un aristrocrate sicilien, mort en 1978, raconte sa vie de noble déchu. Les anachronismes de la Sicile du

XXe siècle. Grasset, 317 p. 65 F environ.

#### La peau dure.

de Raymond Guérin.

Un roman réaliste sur la vie de trois femmes du peuple au lendemain de la dernière guerre mondiale.

Le tout sur le tout. 49 F environ.

#### • Sur l'Afrique

#### du Nord

#### Mohamed Cohen.

de Claude Kayat.

La vie d'un petit garçon né à Sfax en Tunisie d'une mère arabe et d'un

Seuil. 311 p. 50 F environ.

#### Le vainqueur de coupe.

de Rachid Boudjedra.

Un roman témoignage sur la lutte du FLN pour l'indépendance algérienne.

Denoël. 245 p. 60 F environ.

#### Sur l'Afrique

#### noire

#### Au cœur de ce pays.

de J.M. Coetzee.

Magda vit avec son père et quelques serviteurs noirs dans une propriété isolée de la campagne sudafricaine. Le procès de l'Apartheid.

Maurice Nadeau. 50 F environ.

#### Femmes en guerre.

de Chinua Achebe.

Un recueil de nouvelles dénonçant le colonialisme en Afrique.

Hatier collection Monde-Poche noir. 17 F environ.

#### Sur la Roumanie

#### Les chiens de mort.

de Paul Goma.

Un prisonnier imaginaire raconte sa vie. Un réquisitoire contre le régime roumain.

Hachette. 69 F environ.

#### Des titres et des genres très divers

#### Les années sandwich.

de Serge Lentz.

Pendant et après la Seconde Guerre mondiale, la vie et la rencontre de deux adolescents dont l'un est d'une famille juive pauvre et l'autre, d'une famille bourgeoise.

Robert Laffont. 389 p. 69 F environ.

#### Protection encombrante.

de Heinrich Böll.

La satire ironique de la société allemande des années 1970, hantée par le terrorisme.

Seuil. 65 F environ.

#### La toque dans les étoiles.

d'Yves Courrière.

A travers la vie d'un grand cuisinier, une évocation sympathique des années qui passent, de 1940 à 1968. Plon. 382 p. 66 F environ.

L'Eglise verte.

de Hervé Bazin.

Un paisible retraité rencontre un moderne homme des bois et la vie d'un village est bouleversée.

Seuil. 284 p. 60 F environ.

#### La proie du chat.

de Patricia Highsmith.

Un recueil de nouvelles policières ou fantastiques, par une des spécialistes de l'angoisse pessimiste.

Calmann-Lévy. 258 p. 50 F environ.

#### ... et pour rire

#### Franc comme l'or.

de Joseph Heller.

Un roman désopilant et féroce sur les arrivistes qui peuplent la Maison-

Grasset. 450 p. 65 F environ.

#### Petit fictionnaire illustré.

d'Alain Finkelkraut.

Un bref recueil de noms inventés par l'auteur et de leurs définitions imaginaires. Chacun y trouve son bonheur et y fait sa provision de « gag à l'âme : humeur malicieuse ; esprit blagueur ».

Seuil. 80 p. 18 F. environ.

#### Saint Glinglin.

de Raymond Queneau.

Un récit drôle, farfelu et très grin-

Gallimard. 267 p. 24 F environ.

#### Sélection télévision

#### Samedi 26 décembre

20 h 30. TF1. Droit de réponse. Une émission de Michel Polac. Au sommaire: la gastronomie, les livres de l'Académie et l'Affaire de Broglie.

Cette troisième émission de « Droit de réponse » sera-t-elle moins verbeuse que les deux précédentes?

22 h 20. A2. Cosmos. Dernière émission de la série préparée et présentée par Carl Sagan. Aujourd'hui **Qui parle pour la** terre: les responsabilités de l'homme pour préserver la terre.

#### Dimanche 27 décembre

18 h 45. TF1. Les animaux du monde. Cette émission dure exceptionnellement une heure et nous donne à voir de splendides images sur la vie sociale ou l'intimité des animaux.

20 h 30. TF1. Un éléphant ça trompe énormément. Un film

d'Yves Robert avec Jean Rochefort, Claude Brasseur, Guy Bedos, Anny Dupeyrey et Danièle Delorme, film qui se moque gentiment du comportement des hommes dans certaines affaires amoureuses.

22 h 25. FR3. Beau fixe sur New York. Une comédie musicale sur un mode grave et amère, avec Clyd Charisse.

#### Lundi 28 décembre

20 h 30. FR3. Range tes ailes, mon ange. Téléfilm. L'évocation de Marseille au début des années 60.

22 h 10. TF1. Hôtel du Nord. Film de Marcel Carné avec Annabella, Arletty, Gabin et Jouvet. Atmosphère, atmosphère...

#### Mardi 29 décembre

20 h 35. FR3. La folie des grandeurs. Film de Gérard Oury avec Louis de Funès et Yves Mon-

tand. Une parodie de Ruy Blas, dont l'action se situe au XVIIº siècle à la Cour d'Espagne. 21 h 40. A2. L'ami américain. Une adaptation d'un roman policier

de Patricia Highsmith. 22 h 05. TF1. Education de prince. Un film où Louis Jouvet interprète un fêtard élégant et désinvolte.

#### Mercredi 30 décembre

15 h 00. A2. Les 60 000 fusils de Beaumarchais. Un téléfilm qui évoque le soutien de Beaumarchais à la lutte du peuple américain pour son indépendance. 20 h 35. FR3. Jeanne Moreau chante les poèmes du poète belge Norge, né en 1898. 22 h 00. TF1. Entre onze heures et minuit, d'Henri Decoin (1948). Film policier avec Louis Jouvet. 22 h 10. FR3. Le déjeuner sur l'herbe. Film de Jean Renoir avec Paul Meurisse et Catherine

Rouvel. Un film où s'opposent l'univers froid du biologiste et lz vie simple d'une famille proven-

#### Jeudi 31 décembre

C'est le réveillon du Nouvel an. Outre les émissions de variétés, TF1 présente un film: Rabbi Jacob avec Louis de Funès (21 h 40), A2: Les ballets Moisseiev (20 h 35) et FR3: Hollywood... Hollywood avec Gene Kelly et Fred Astair (21 h 05).

#### Vendredi 1er ianvier

L'année 1982 commence avec du cinéma « non-stop » sur A2 : 1 h 10. Un condé d'Yves Boisset, avec Michel Bouquet. Une critique du comportement de la police.

2 h 45. Le maître nageur de J.-L. Trintignant (1975). Satire d'un milliardaire capricieux.

4 h 10. La carrière d'une femme de chambre (1975) de Dino Risi,

avec Vittorio Gassmann et Ugo Tognazzi. Une caricature du fascisme italien.

6 h 00. Une anglaise romantique (1975) de Joseph Losey, avec-Glenda Jackson. L'impossible vie domestique des bourgeois en Angleterre.

8 h 15. Roméo et Juliette (1968) de Zeffirelli. Si vous avez la couleur vous goûterez tous les charmes de cette version du drame de Shakespeare.

10 h 30. Un dollar troué (1965). Un western pré-spaghetti.

13 h 55. Mort sur le Nil (1978) de John Guillemin. Une adaptation. bavarde d'un roman d'Agatha Christie. Peter Ustinov est Hercule Poirot. Un défilé de vedettes et des paysages égyptiens très

21 h 00. FR3. Le barbier de Séville. Opéra de Rossini. 23 h 05. A2. Une femme disparaît

d'Alfred Hitchcock (1938). Espionnage et humour.

## AGRICULTEURS :-

# Le mécontentement continue

Après les manifestations de Strasbourg, Metz, Chaumont, Saint-Lô, la semaine qui vient de s'écouler a été marquée par une série de nouvelles manifestations paysannes.

Vendredi 18 décembre, à Angoulême, trois cents agriculteurs se sont affrontés pendant deux heures aux CRS et aux gendarmes mobiles. Le même jour, des manifestations ont eu lieu à Orléans, Foix, Poitiers. Samedi, c'est à Nevers que les agriculteurs ont manifesté et ont bloqué pendant une demi-heure le trafic de la voie ferrée Paris-Clermont. Lundi 21, à Brioude (Haute-Loire), 2.000 agriculteurs, après avoir tenté en vain de pénétrer dans la cour de la préfecture, ont occupé le centre de la ville et bloqué la voie, rétardant de plusieurs heures le passage du Cévenol. Au Mans, 3.500 paysans ont manifesté devant la préfecture, jetant des œufs pourris sur sa façade... et sur les gardes mobiles qui paradaient devant. A Evreux, ils étaient plus de 2.000 devant la préfecture...

Le gouvernement veut mettre ces manifestations entièrement sur le compte de l'opposition politique de la FNSEA, la principale des organisations agricoles, dirigée par les paysans les plus aisés et proche des partis de droite. Edith Cresson prétend qu'avec les mesures d'aide à l'agriculture qu'elle a annoncées il y a quinze jours, ce sont surtout les paysans riches qui sont mécontents. Mais cela reste à voir.

Certes, la FNSEA et le CNJA se montrent d'autant plus virulents que le gouvernement est de gauche. Mais cela ne suffit pas à expliquer que les manifestations paysannes continuent, qu'elles rassemblent toujours autant de monde, même après l'annonce des mesures d'aide, et que visiblement elles sont loin de ne rassembler que des paysans riches.

Car si les petits agriculteurs sont mécontents et manifestent, ce n'est pas seulement parce qu'ils seraient manipulés par l'opposition de droite. Ce sont eux qui ont été vraiment touchés par la baisse des « revenus agricoles », ces dernières années. Et les mesures gouvernementales, en réalité, ne visent pas à enrayer la baisse de leurs ressources.

Le gouvernement prétend que l'aide qu'il vient d'accorder favorise en priorité les bas revenus. Mais c'est de la démagogie. Car en réalité, sur les 5,5 milliards d'aide prévus, 1,5 milliard seulement est consacré à l'aide directe aux paysans de plus bas revenus. Cela correspond à une aumône pour chacun d'entre eux: 3.000 F pour l'année, pour ceux dont le chiffre d'affaires est inférieur à 50.000 F (ceux que les associations agricoles nomment les « smicards de l'agriculture »), 2.500 F et 2.000 F pour ceux qui ont un chiffre d'affaires inférieur à 100.000 F et 250.000 F. On peut d'ailleurs remarquer, en passant, que cette aide est beaucoup moins dégressive, au fur et à mesure que les revenus s'élèvent, que le gouvernement veut bien l'affirmer. Car si les paysans dont le chiffre d'affaires est de 250.000 F touchent une prime de 2.000 F, pourquoi ceux dont le chiffre d'affaires est cinq fois inférieur, de 50.000 F et même moins, ne touchent-ils pas cinq fois plus (10.000 F), eux qui sont le plus en difficultés ?

L'association des Paysans-Travailleurs revendique, elle, pour les plus bas revenus, une aide de 7.000 F, et non pas une aide par exploitation, mais par travailleur agricole dans l'exploitation. Car l'aide accordée par le gouvernement revient généralement, au mieux, à avoir accordé une prime de 1.500 F par travailleur agricole. Une aumône!

A ces aides directement destinées aux paysans les moins riches, le gouvernement a ajouté quelques aides directes spécifiques: 400 millions consacrés aux agriculteurs en difficultés et 200 millions aux agriculteurs sinistrés de l'Ouest de la France. Mais le reste de l'aide décidée, c'est-à-dire de loin sa plus grosse partie, sera utilisée d'une façon bien plus classique, et donc continuera, comme les aides antérieures, à subventionner en priorité les gros. C'est le cas pour commencer des aides à l'investissement (500 millions), des prises en charge d'intérêts des emprunts des « investisseurs récents » (soit des jeunes agriculteurs - 400 millions), des aides à l'industrie agricole et alimentaire (400 millions).

Le journal Le Nouvel Economiste tient, dans son numéro du 14 décembre, à le souligner en écrivant que « les investissements porteurs d'avenir et confortant l'outil de production n'ont pas été oubliés pour autant. 2,8 milliards sont consacrés notamment à renforcer les fonds propres de IAA (industries agricoles et alimentaires) aux économies d'énergie, au foncier ». Des aides qui seront distribuées, comme toujours, entre ceux qui ont le plus de moyens pour investir, pour moderniser



Edith Cresson lors de la manifestation des agriculteurs du 19 décembre à Poitiers. (AFP)



leur exploitation et pour exporter. De même que continueront à aller dans la poche des plus gros toutes les autres formes d'aides agricoles, en particulier les aides et garanties de prix versées par la Communauté européenne.

Alors, si les gros paysans continuent à protester pour en demander plus, les petits paysans, eux, n'ont aucune raison de se contenter d'une aumône, même accompagnée de bonnes paroles de Mauroy disant qu'on n'avait jamais fait autant pour eux.

Car sur le fond, le gouverne-

des paysans la même politique que l'ancien gouvernement : une politique d'aide à l'agriculture capitaliste et à l'industrie agro-alimentaire, qui contribue à éliminer plus vite les plus faibles, tout en faisant croire au reste des travailleurs qu'ils paient des impôts pour faire vivre les paysans.

ment socialiste mène à l'égard

Mais c'est cette politique qui fait enrager bien des petits agriculteurs et les repousse dans les bras de la droite.

Olivier BELIN

#### Pile: maigre réduction du temps de travail Face: les patrons auront les mains plus libres

Les négociations sur la réduction du temps de travail entre les syndicats et le patronat, branche par branche, n'ont abouti au bout de 3 mois qu'à un nouveau rendez-vous pris pour le 15 février prochain.

Le bilan en effet est plutôt maigre: 17 accords signés pour l'instant (ce qui ne concerne que 3 millions de salariés) sur les 90 discussions engagées.

Parmi les quelques accords signés, deux seulement accordent la 5<sup>e</sup> semaine de congés, mais payée seulement partiellement.

Les 39 heures n'ont bien sûr pas été accordées partout : dans le caoutchouc, par exemple, la première étape proposée par le patronat a été les 41 heures. Dans certains cas, comme dans le bâtiment et les travaux publics, le patronat a même refusé de faire un calendrier de réduction des heures supplémentaires.

En revanche, dans presque toutes les branches professionnelles, le patronat a tenté d'allonger le travail de nuit des femmes, d'instaurer les équipes chevauchantes, interdites depuis 1936, et souvent d'étendre la semaine de travail au samedi et au dimanche.

C'est dire que le patronat a l'intention de faire payer cher aux travailleurs la moindre réduction du temps de travail.

Il paraît que le gouvernement va trancher d'ici la fin janvier par ses fameuses ordonnances. Et il semble bien que ces fameuses ordonnances vont tenter d'imposer aux travailleurs ce que les syndicats se sont dans la plupart des cas refusés à signer. Du moins si l'on en croit le journal Le Matin, qui écrit que le gouvernement compte imposer les 39 heures partout, mais sans compensation salariale intégrale, sauf pour les plus bas salaires, et un contingent d'heures supplémentaires de 130 heures dont pourront disposer les patrons pour organiser le travail à leur guise. Quant aux 35 heures, ce sera seulement pour 1985.

Bref, les travailleurs n'avaient pas grand-chose de bon à attendre des négociations autour du tapis vert, mais ils n'ont pas non plus grandchose de bon à attendre des ordonnances gouvernementa-

#### **VOUS AVEZ DIT** « CHANGEMENT » ?

#### L'avenir en rose

Deschamps nous quitte à la direction de la RATP. Il a été félicité par Claude Quin pour le service rendu. Libre à lui.

En tout cas, nous, on ne le regrettera pas.

Notre nouveau directeur, lui, est membre du PS. Mais lui aussi on le connaît. Il s'est illustré, à la tête du réseau ferré, pour avoir sanctionné lourdement les travailleurs de Choisy en lutte.

C'est beau le changement!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière RATP Championnet.

#### On prend les mêmes et on continue

Le Nouvel Observateur du 28 novembre 1981, dans une enquête sur les « managers pour la gauche », présente « quinze des grands managers sur lesquels la gauche peut dès aujourd'hui compter ».

Et parmi cette galerie de portraits, on découvre, avec un brin de surprise, un certain Peugeot qui, nous dit-on, a un « job aux AGF ».

Le job en question est d'être membre de la direction aux AGF, et plus précisément d'être le fossoyeur des services à démanteler et à décentraliser.

Cet individu aux dents longues ne pouvait que se faire remarquer par l'aréopage patronal. Et aujourd'hui, il est sur la liste d'attente, prêt à remplacer les P-DG décatis, écartés pour artériosclérose ou crise cardiaque.

Rien de bien neuf!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière des Assurances Générales « Favart » - Paris.